

Assurance-emploi

Rapport de contrôle et d'évaluation 1999

ANNEXES

Présenté à la :

***Ministre de Développement des
ressources humaines Canada***

Le 20 décembre 1999

Par :

La Commission de l'assurance-emploi du Canada

Préparé par :

Développement des ressources humaines Canada
Politique stratégique
Direction de la politique du marché du travail

Pour obtenir d'autres exemplaires de cette publication, veuillez en faire la demande par lettre ou par télécopie, en indiquant le numéro de catalogue :
SP-102-02-00F

Centre de renseignements
Développement des ressources humaines Canada
140, promenade du Portage
Portage IV, niveau 0
Hull (Québec) K1A 0J9
Télécopieur : (819) 953-7260

Disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.hrdc-drhc.gc.ca>

Disponible en médias substitués sur demande. Composer le 1 800 788-8282 sur un téléphone à clavier ou au moyen d'un téléimprimeur.

Also available in English under the title *Employment Insurance - 1999 Monitoring and Assessment Report*

Dans le présent document, le masculin est utilisé au sens neutre afin d'alléger le texte.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2000
N° de cat. MP43-192/1-2000F
ISBN 0-662-28414-3

Annexes

ANNEXE 1

Éléments de la réforme

- 1.1 Éléments de la réforme - Partie I - Prestations de revenu**
- 1.2 Éléments de la réforme - Partie II - Mesures actives**

Éléments de la réforme

Partie I - Prestations de revenu

Élément	Argumentation
<p>Réduction du maximum de la rémunération assurable (MRA)¹</p> <ul style="list-style-type: none"> En 1996, le MRA est passé à 750 \$ par semaine, soit 39 000 \$ par année et il sera maintenu à ce niveau jusqu'à l'an 2000. Cela a ramené les prestations hebdomadaires maximales de 448 \$, en 1995, et de 465 \$, pendant les six premiers mois de 1996, à 413 \$ (55 pour cent de 750 \$). 	<ul style="list-style-type: none"> Le MRA était établi selon une formule qui tenait compte des augmentations moyennes de salaire sur une période de huit ans. Comme on a continué à prendre en considération les augmentations effrénées de l'inflation et des salaires des années 80 dans le calcul du MRA, ce dernier a augmenté plus rapidement que les salaires, de sorte que les prestations d'a.-e. sont devenues concurrentielles par rapport aux salaires dans certaines régions du pays et certains secteurs.
<p>Réduction de la durée maximale de prestations¹</p> <ul style="list-style-type: none"> À compter de juillet 1996, la durée maximale de prestations a été réduite de 50 à 45 semaines. 	<ul style="list-style-type: none"> La plupart des prestataires trouvent du travail dans les 40 premières semaines suivant le début des prestations. Cette mesure touche seulement les travailleurs qui sont demeurés longtemps sur le marché du travail dans des régions où le taux de chômage est élevé.
<p>Nouveaux venus sur le marché du travail ou personnes réintégrant la population active¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis juillet 1996, le nombre de semaines que les nouveaux venus sur le marché du travail et les personnes réintégrant la population active doivent accumuler pour être admissibles aux prestations d'a.-e. a été porté de 20 à 26 semaines. À partir de janvier 1997, les 26 semaines ont été converties en 910 heures. Ne s'applique qu'aux personnes qui n'ont pas travaillé ou ont très peu travaillé au cours des deux dernières années. Par contre, les travailleurs qui ont effectué au moins 490 heures de travail la première année d'emploi ne doivent satisfaire l'année suivante que la norme variable d'admissibilité de 420 à 700 heures. On considère comme du temps de travail les périodes de prestations d'a.-e., d'indemnité d'accident du travail, de prestations d'invalidité et de congé de maladie. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure prévient le cycle de la dépendance <ul style="list-style-type: none"> en s'assurant que les travailleurs, surtout les jeunes, demeurent plus longtemps sur le marché du travail avant de toucher des prestations d'a.-e. Elle remet les principes de l'assurance dans le régime : <ul style="list-style-type: none"> il faut avoir versé un montant raisonnable de cotisations au régime avant de toucher des prestations. Elle renforce la relation entre l'effort de travail et le droit aux prestations.
<p>Calcul des prestations¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prestations hebdomadaires se calculent : <ul style="list-style-type: none"> en divisant la rémunération totale au cours de la période de 26 semaines qui précède l'établissement de la demande de prestations par le plus élevé des deux chiffres suivants : le nombre de semaines travaillées ou le dénominateur minimum de 14 à 22 (selon le taux de chômage régional). On multiplie le résultat obtenu par 55 pour cent pour déterminer le montant de la prestation hebdomadaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette méthode de calcul incite les travailleurs à demeurer sur le marché du travail plus longtemps que le temps minimum requis pour avoir droit aux prestations (c.-à-d. au moins deux semaines de plus que selon l'ancienne norme d'admissibilité). Elle incite les travailleurs à accepter un emploi durant les saisons « intermédiaires ». Elle établit un meilleur rapport entre le flux des prestations et celui des gains normaux.

Éléments de la réforme

Partie I - Prestations de revenu (suite)

Élément	Argumentation
<p>Système fondé sur les heures¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis janvier 1997, l'admissibilité aux prestations d'a.-e. repose sur les heures plutôt que sur les semaines de travail. Pour avoir droit aux prestations régulières, les prestataires doivent avoir accumulé de 420 à 700 heures au lieu des 12 à 20 semaines d'emploi assurables. Pour être admissibles aux prestations spéciales, les prestataires doivent avoir effectué 700 heures de travail au lieu des 20 semaines assurables. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette norme mesure plus exactement le temps travaillé. Elle élimine les inégalités et les anomalies inhérentes au système fondé sur les semaines : <ul style="list-style-type: none"> elle prend en considération l'intensité du régime de travail de certains employés; sous le régime d'a.-c., 15 heures ou 50 heures comptaient comme une semaine de travail; elle élimine le piège de l'emploi de 14 heures - en vertu du régime d'a.-c., les personnes qui travaillaient moins de 15 heures (que ce soit constamment ou de temps en temps) pour un seul employeur n'étaient pas assurées ou ne l'étaient que partiellement. Elle est plus juste et plus équitable - c.-à-d. toutes les heures de travail comptent.
<p>Supplément familial¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prestataires ayant des enfants et un revenu familial annuel ne dépassant pas 25 921 \$ ont droit à un supplément à leurs prestations de base. Le supplément familial a porté le taux de prestations maximum à 65 pour cent de la rémunération assurable en 1997, à 70 pour cent en 1998 et à 75 pour cent en 1999, et il atteindra 80 pour cent en l'an 2000. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure dirige de manière plus juste l'aide vers ceux qui en ont le plus besoin : <ul style="list-style-type: none"> le taux de 60 pour cent en vertu du régime d'a.-c. n'était pas bien ciblé, de sorte qu'environ 45 pour cent des familles à faible revenu n'y étaient pas admissibles; environ 30 pour cent de ceux qui ont touché le taux de 60 pour cent avaient des revenus familiaux de plus de 45 000 \$.
<p>Rémunération admissible d'un prestataire¹</p> <ul style="list-style-type: none"> À compter de janvier 1997, les prestataires peuvent recevoir une rémunération de 50 \$ ou 25 pour cent de leurs prestations hebdomadaires, le montant le plus élevé étant retenu. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure aide les prestataires à faible revenu. Elle incite les prestataires à maintenir leur participation au marché du travail et à augmenter leurs gains provenant d'un emploi.
<p>Remboursement des prestations (récupération fiscale)¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Le taux de recouvrement est de 0,30 \$ pour chaque dollar de revenu net dépassant le seuil fixé. Le seuil de recouvrement pour les prestataires ayant touché 20 semaines de prestations ou moins au cours des cinq dernières années est dorénavant fixé à 48 750 \$ de revenu net au lieu de 63 750 \$ (le niveau de remboursement demeure à 30 pour cent) Pour les prestataires qui ont accumulé plus de 20 semaines de prestations au cours des cinq dernières années, le seuil est maintenant de 39 000 \$ de revenu net. Le remboursement maximum varie entre 50 et 100 pour cent des prestations reçues. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure est plus juste et tient davantage compte des principes d'assurance que l'ancien régime. Elle dissuade les personnes qui ont un revenu annuel élevé de recourir fréquemment à l'assurance-emploi.

Éléments de la réforme

Partie I - Prestations de revenu (suite)

Élément	Argumentation
<p>Règle de l'intensité¹</p> <ul style="list-style-type: none"> La règle de l'intensité réduit le taux de prestations d'un point de pourcentage pour chaque période de 20 semaines de prestations régulières reçues au cours des cinq années précédentes. La réduction maximale est de cinq points de pourcentage. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette règle apporte un élément de fixation de taux particuliers au régime, c.-à-d. que ceux qui utilisent très souvent le régime en assument davantage les coûts. Elle dissuade le recours à l'a.-e. comme supplément régulier de revenu plutôt que comme assurance pour des périodes de perte imprévisible d'emploi, sans pour autant pénaliser excessivement les personnes qui touchent pendant longtemps ou fréquemment des prestations. Elle crée un meilleur équilibre entre les cotisations versées et les prestations reçues.
<p>Protection dès le premier dollar²</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis janvier 1997, tous les gains, à compter du premier dollar gagné, sont assurables, jusqu'à concurrence du MRA annuel. On ne tient plus compte des minima et des maxima hebdomadaires dans la détermination de la rémunération assurable. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure crée un système plus équitable et plus équilibré puisque tout travail compte. Elle diminue considérablement la paperasserie pour les employeurs.
<p>Remboursement des cotisations²</p> <ul style="list-style-type: none"> Débutant en 1997, les travailleurs dont les revenus d'emploi n'excèdent pas 2 000 \$ sont admissibles à un remboursement de leurs cotisations. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure aide les travailleurs qui doivent maintenant cotiser, mais qui n'ont pas suffisamment d'heures de travail pour être admissibles aux prestations.
<p>Imposition de peines plus sévères en cas de fraude³</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis juillet 1996, les employeurs et les prestataires ayant commis des fraudes s'exposent à des pénalités plus sévères. Depuis janvier 1997, les prestataires qui ont commis une fraude après juin 1996 doivent satisfaire à des normes d'admissibilité plus sévères. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure vise à protéger l'intégrité du régime d'a.-e.
<p>1. Pour plus d'informations, voir chapitre 2 2. Pour plus d'informations, voir chapitre 5 3. Pour plus d'informations, voir chapitre 6</p>	

Éléments de la réforme

Partie II - Mesures actives

Prestations d'emploi

Les Subventions salariales ciblées sont offertes aux employeurs pendant une certaine période pour qu'ils engagent des personnes qui risquent d'être victimes de chômage de longue durée ou qui doivent surmonter des obstacles à l'emploi.

Les Suppléments de rémunération ciblés permettent à des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou à des chômeurs chroniques de prendre un emploi peu rémunéré. Comme elles peuvent compter temporairement sur un supplément de rémunération, des personnes qui n'auraient pas accepté un emploi peu rémunéré peuvent réintégrer le marché du travail.

L'Aide au travail indépendant incite les chômeurs à créer leur propre emploi en leur procurant un soutien financier et des conseils sur la planification d'entreprise.

Les Partenariats pour la création d'emplois sont des projets réalisés en partenariat avec les provinces et territoires. Ils offrent une expérience de travail et des possibilités d'emploi tout en répondant aux besoins régionaux.

L'Amélioration des compétences, accordée en vertu d'une entente conclue avec les provinces et les territoires, aident les prestataires à subvenir à leurs besoins pendant qu'ils améliorent leurs compétences en vue de leur retour sur le marché du travail.

Mesures de soutien

Les Services d'aide à l'emploi aident des organismes communautaires à fournir aux chômeurs des services d'emploi comme le counselling.

Les Partenariats du marché du travail incitent et aident les employeurs, les salariés, les associations patronales et les collectivités à mieux faire face aux besoins en ressources humaines et à mettre en œuvre les mesures d'aide à l'adaptation de la main-d'œuvre.

La Recherche et l'innovation permettent de trouver de meilleurs moyens d'aider les gens à se préparer pour un emploi ou à conserver leur emploi et à être des membres productifs de la population active.

Observations :

1. Les mesures actives adoptées, en vertu de la partie II, par les provinces et les territoires dans le cadre des PEMS portent divers noms et leurs conception et mode de prestations dépendent des provinces.
2. Le nom de programme « Amélioration des compétences » remplace « Prêts et subventions de perfectionnement » depuis juillet 1999.

ANNEXE 2

Tableaux des données sur les prestations de revenu

- 2.1 Taux de chômage selon la région économique (a.-e.)**
- 2.2 Toutes les prestations de revenu**
- 2.3 Total des prestations de revenu par secteur d'activité**
- 2.4 Prestations régulières**
- 2.5 Distribution des demandes de prestations régulières selon la durée de l'emploi assurable**
- 2.6 Changements dans la durée de l'emploi assurable**
- 2.7 Prestations de pêcheur**
- 2.8 Prestataires fréquents**
- 2.9 Total des prestations spéciales**
- 2.10 Prestations de maternité**
- 2.11 Prestations parentales (parents biologiques)**
- 2.12 Prestations parentales (parents adoptifs)**
- 2.13 Prestations de maladie**
- 2.14 Supplément familial (SF)**
- 2.15 Prestataires ayant un emploi**
- 2.16 Remboursement des prestations (récupération fiscale)**
- 2.17 Règle de l'intensité**
- 2.18 Études d'évaluation sur les prestations d'assurance-emploi**

Taux de chômage selon la région économique (a.-e.)								
Régions (a.-e.) par province/territoire	Jun 1997	Sept. 1997	Déc. 1997	Mars 1998	Jun 1998	Sept. 1998	Déc. 1998	Mars 1999
Terre-Neuve								
St. John's	14,3	13,7	13,8	13,0	11,9	12,1	11,4	10,1
Terre-Neuve/Labrador	23,0	21,6	20,3	20,4	19,8	22,5	22,5	20,4
Île-du-Prince-Édouard								
Île-du-Prince-Édouard	15,7	14,0	14,0	14,1	13,6	13,2	14,4	15,2
Nouvelle-Écosse								
Nouvelle-Écosse - Est	23,5	18,3	16,1	17,5	17,6	19,3	21,5	19,1
Nouvelle-Écosse - Centre	13,0	13,7	13,7	10,9	11,3	11,7	11,3	11,7
Halifax	9,5	8,5	9,2	7,5	7,6	7,4	7,2	7,2
Kings	12,6	12,2	11,3	10,7	9,4	11,0	10,3	8,5
Yarmouth	13,5	12,5	13,2	14,2	13,8	12,7	13,0	12,6
Nouveau-Brunswick								
Fredericton-Moncton-St John	11,1	10,7	10,2	10,2	10,1	8,3	8,5	8,5
Restigouche/Charlotte	16,2	14,1	15,3	16,3	16,0	15,6	15,4	14,6
Québec								
Québec - Est	18,3	18,2	19,1	16,9	17,4	18,1	14,8	13,6
Québec	10,2	10,9	10,1	9,3	9,0	8,4	8,1	8,0
Trois-Rivières	14,3	15,0	14,1	12,0	13,9	12,6	13,7	12,8
Québec Centre Sud	8,3	7,2	7,1	6,1	7,0	8,9	7,0	7,4
Sherbrooke	11,2	12,5	12,7	12,5	11,0	11,4	9,5	9,9
Montréal	10,0	9,1	8,6	9,0	7,6	8,3	8,6	8,8
Montréal	11,4	11,1	10,1	9,8	9,5	10,3	9,3	9,5
Québec - Centre	11,6	12,2	12,0	11,0	12,4	11,6	11,7	10,8
Québec - Ouest	15,4	15,5	16,6	18,5	17,8	16,4	14,4	14,3
Québec - Nord	17,2	18,5	18,7	18,1	18,3	17,6	18,1	15,4
Hull	9,9	8,8	9,9	10,4	11,2	9,1	8,5	6,1
Chicoutimi-Jonquière	12,5	12,5	13,0	13,8	14,0	12,0	11,1	10,5
Ontario								
Ottawa	9,0	9,3	8,4	6,6	5,8	6,5	5,9	5,9
Ontario - Est	11,1	9,3	9,3	8,3	6,7	7,7	8,5	8,0
Ontario - Centre-Nord	11,9	9,9	10,0	10,2	9,3	7,6	7,2	7,4
Oshawa	9,2	7,2	7,9	8,0	7,4	7,9	6,5	6,4
Toronto	8,0	7,7	8,0	7,5	6,9	6,9	6,8	6,2
Hamilton	6,6	6,3	6,1	5,3	5,4	4,6	5,5	5,0
St. Catharines	10,6	10,0	9,0	7,5	9,0	7,9	6,7	6,7
London	7,5	7,8	7,8	6,7	6,2	5,9	6,0	6,9
Niagara	9,4	10,4	10,5	8,6	8,3	9,1	7,6	6,9
Windsor	9,3	9,2	9,2	8,1	8,1	10,0	9,0	7,2
Kitchener	7,4	7,3	7,1	6,9	6,4	6,9	6,0	6,5
Huron	10,9	9,4	6,7	8,8	7,7	9,0	8,9	6,0
Ontario - Centre-sud	7,1	7,0	6,4	5,2	5,5	6,0	5,1	5,2
Sudbury	9,1	8,5	9,9	11,3	11,4	10,9	11,9	10,4

2.1

Taux de chômage selon la région économique (a.-e.) (suite)

Régions (a.-e.) par province/territoire	Juin 1997	Sept. 1997	Déc. 1997	Mars 1998	Juin 1998	Sept. 1998	Déc. 1998	Mars 1999
Thunder Bay	9,3	8,7	10,2	10,6	9,2	9,0	8,9	8,9
Ontario Nord	14,9	14,0	14,8	16,4	16,3	15,1	15,0	14,2
Manitoba								
Winnipeg	7,4	7,4	6,9	5,6	5,7	5,9	5,8	5,6
Manitoba - Sud	6,1	5,4	6,0	6,2	5,9	6,1	6,2	5,7
Manitoba - Nord	19,6	20,2	20,1	21,2	22,6	25,1	24,0	21,5
Saskatchewan								
Regina	6,2	6,0	6,0	4,6	5,1	5,4	6,2	6,0
Saskatoon	7,4	7,1	6,6	6,8	6,9	8,2	6,8	6,9
Saskatchewan - Sud	6,3	6,1	6,0	6,1	6,5	6,9	7,0	7,6
Saskatchewan - Nord	12,1	12,7	13,4	12,8	15,6	16,3	14,9	12,9
Alberta								
Calgary	6,3	6,0	5,6	4,6	5,0	5,5	5,9	5,2
Edmonton	6,9	6,6	6,7	6,5	6,1	6,1	6,6	6,1
Alberta	6,4	6,5	6,7	6,9	6,9	7,4	7,5	7,8
Colombie-Britannique								
C.-B. - Intérieur Sud	8,8	9,0	8,6	10,1	9,2	9,6	9,2	9,4
Vancouver	9,0	8,7	8,6	9,0	9,1	8,1	6,8	7,3
Victoria	8,4	8,1	8,7	9,5	9,6	9,7	8,2	6,6
C.-B. - Côte Sud	9,4	10,3	10,1	12,1	10,5	8,8	9,5	9,4
C.-B. - Nord	9,9	10,3	12,2	13,1	12,6	13,3	14,2	13,3
Yukon/T.N.-O.								
Yukon/T.N.-O. ¹	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Canada	9,1	9,0	8,6	8,5	8,4	8,7	8,4	8,1

Source : Enquête sur la population active

Les régions ombragées ont participé aux projets initiaux d'ajustement concernant les petites semaines, ainsi que les régions de Hull (Québec) et de Sudbury (Ontario).

Note : 1. Pour le Yukon/T.N.-O., le taux est fixé à 25 pour cent aux fins de l'assurance-emploi.

Toutes les prestations de revenu

	Nouvelles demandes			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés ¹		
	1998-99 (milliers)	Écart en % 1997-98 à 1998-99	Écart en % 1995-96 à 1997-98 ²	1998-99	Écart en % 1997-98 à 1998-99	Écart en % 1995-96 à 1997-98 ²	1998-99 (millions \$)	Écart en % 1997-98 à 1998-99	Écart en % 1995-96 à 1997-98 ²
Province/Territoire									
Terre-Neuve	88	8,6	-5,9	265	0,1	-3,0	591,4	6,9	-6,3
Île-du-Prince-Édouard	24	1,7	-2,6	253	0,9	-3,5	149,5	1,5	-6,6
Nouvelle-Écosse	86	-1,5	-11,8	262	1,8	-1,2	489,4	2,8	-16,7
Nouveau-Brunswick	95	0,1	-8,6	256	0,3	-3,3	566,7	4,0	-15,1
Québec	558	-5,4	-11,1	272	1,1	0,5	3 091,8	-2,7	-16,3
Ontario	486	-1,5	-19,3	296	2,2	0,4	2 595,4	-5,8	-15,9
Manitoba	58	5,3	-15,2	267	3,1	1,1	272,4	4,1	-16,8
Saskatchewan	48	14,6	-17,7	282	4,6	3,2	240,6	23,4	-19,4
Alberta	149	20,0	-21,2	302	5,5	1,8	752,0	28,4	-31,5
Colombie-Britannique	236	0,1	-9,9	298	0,6	0,1	1 357,8	6,9	-11,3
Territoires du Nord-Ouest	4	13,0	s/o	342	2,2	s/o	29,0	16,4	s/o
Yukon	3	-12,0	s/o	336	-1,6	s/o	24,6	7,4	s/o
Sexe									
Hommes	1 015	1,6	-13,9	314	1,4	-0,8	6 100,7	4,0	-17,8
Femmes	819	-1,7	-13,9	245	2,1	1,3	4 059,7	-2,1	-13,6
Âge									
Moins de 25 ans	246	3,4	-20,9	227	4,6	2,0	1 050,3	6,7	-22,8
25 à 44	1 091	-0,5	-15,2	292	2,2	-0,5	6 252,4	0,6	-17,5
45 à 54	334	0,7	-6,3	292	0,9	-1,1	1 865,1	2,1	-9,3
55 ans et plus	163	-2,1	-8,1	284	0,1	-0,6	992,7	0,6	-11,6
Recours à l'a.-e.									
Nouveaux prestataires ³	657	6,1	-10,0	272	1,5	1,8	3 672,3	5,2	-11,0
Prestataires occasionnels ⁴	556	-0,7	-20,2	273	4,0	0,9	2 900,4	0,8	-21,4
Prestataires fréquents ⁵	621	-5,0	-11,7	304	1,2	-2,6	3 587,8	-1,5	-16,3
Total national	1 835	0,1	-13,9	283	1,9	0,0	10 160,4	1,5	-16,1

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

- Notes :
1. Les montants versés représentent les prestations régulières, de pêcheur, spéciales (maladie, de maternité, parentales/d'adoption), d'emploi (art. 25 de la *Loi sur l'assurance-emploi*) et 16 millions de dollars en prestations de travail partagé. Ils n'incluent pas les paiements faits en vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 2. Avant 1997-1998, les données du Yukon et des T.N.-O. étaient combinées avec celles de l'Alberta et de la C.-B. respectivement.
 3. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières n'a été établie au cours des cinq dernières années.
 4. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
 5. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

2.3

Total des prestations de revenu par secteur d'activité

Secteur d'activité	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Primaire			
Agriculture	226	4,2	-17,2
Pêche et piégeage	116	70,4	-12,9
Pêche (travail indépendant) ¹	238	1,8	1,2
Exploitation forestière et foresterie	327	11,9	-5,9
Exploitation minière	252	52,2	-10,3
Fabrication	1 679	1,9	-18,8
Construction	1 581	1,4	-21,4
Transport, entreposage et communications			
Transport et entreposage	415	2,0	-8,3
Communications	184	-10,1	-2,9
Commerce			
Commerce de gros	656	9,1	8,2
Commerce de détail	716	-3,4	-22,0
Finances, assurances et immobilier			
Finances et assurances	236	-16,2	2,5
Immobilier	128	7,7	-18,7
Services communautaires, commerciaux et personnels			
Services commerciaux	668	9,9	-11,0
Éducation	485	-9,5	-13,6
Santé et services sociaux	591	-10,4	-14,5
Hébergement et restauration	472	-4,3	-10,6
Autres services	682	8,2	-15,2
Administration publique			
Services gouvernementaux ²	375	-7,4	-46,7
Non classés	134	-7,9	-4,0
Tous les secteurs	10 160	1,5	-16,1

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

- Notes :
1. Comprend les prestations de pêcheur indépendant et tous les autres types de prestations versées à ces prestataires, p. ex., les prestations spéciales et les prestations d'emploi (partie I).
 2. L'écart en pourcentage au chapitre des prestations versées pourrait être inférieur à ce qui est indiqué en raison des changements apportés au processus d'attribution des codes de classification à ce secteur, en 1996, 1997, et 1998.

Prestations régulières

	Nouvelles demandes			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés ¹		
	1998-99 (milliers)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire									
Terre-Neuve	72	7,7	-10,0	256	-0,9	-2,7	453,8	4,6	-10,0
Île-du-Prince-Édouard	21	0,6	-1,8	242	0,7	-2,2	116,0	2,6	-7,0
Nouvelle-Écosse	71	-1,0	-14,1	256	3,1	-0,3	381,3	5,3	-19,0
Nouveau-Brunswick	84	0,1	-11,1	253	0,1	-3,1	479,0	3,5	-17,0
Québec	485	-5,4	-14,0	272	0,9	0,8	2 536,7	-4,5	-17,0
Ontario	366	-3,4	-23,7	297	2,5	1,1	1 799,4	-8,8	-19,0
Manitoba	44	4,3	-20,0	272	4,5	1,8	192,3	6,5	-22,0
Saskatchewan	38	15,8	-22,6	289	4,4	5,2	181,1	28,4	-24,0
Alberta	116	25,6	-29,8	310	6,4	3,1	546,9	39,1	-41,0
Colombie-Britannique	186	-2,3	-13,0	299	0,7	0,4	1 023,7	6,4	-13,0
Territoires du Nord-Ouest	3	19,4	-23,2	338	1,0	3,1	21,7	24,8	-19,2
Yukon	3	-11,3	2,2	338	-1,6	4,7	21,8	13,1	0,7
Sexe									
Hommes	906	1,5	-16,2	313	1,4	-0,7	5 300,4	3,4	-19,0
Femmes	582	-3,8	-19,5	235	1,8	2,0	2 453,3	-5,3	-18,0
Âge									
Moins de 25 ans	196	3,2	-27,2	231	4,9	3,1	763,0	5,9	-28,0
25 à 44	859	-1,2	-19,3	290	2,3	-0,1	4 490,1	-0,5	-21,0
45 à 54	294	0,0	-8,0	293	0,9	-1,1	1 627,2	1,5	-10,0
55 ans et plus	140	-3,7	-9,6	284	0,0	-0,2	873,4	-0,8	-12,0
Recours à l'a.-e.									
Nouveaux prestataires ²	433	6,4	-16,9	266	1,8	3,6	2 264,3	4,5	-15,0
Prestataires occasionnels ³	470	-1,0	-23,7	273	3,9	1,1	2 285,3	-0,2	-24,0
Prestataires fréquents ⁴	585	-5,0	-12,7	302	1,2	-2,4	3 204,1	-1,7	-17,0
Total national	1 488	-0,6	-17,6	282	1,9	0,5	7 753,7	0,5	-19,0

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

- Notes :
1. Les montants versés représentent la somme des prestations régulières y compris le supplément familial.
 2. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations n'a été établie au cours des cinq années précédentes.
 3. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
 4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Distribution des demandes de prestations régulières¹ selon la durée de l'emploi assurable

	Nouvelles demandes 1998-99			Écart en pourcentage ² 1997-98 et 1998-99			Écart en pourcentage 1995-96 et 1997-98		
	Durée de l'emploi assurable			Durée de l'emploi assurable			Durée de l'emploi assurable		
	Égale ou près de la norme min. d'adm.	Supérieure à la norme, moins de 6 mois	Plus de 6 mois	Égale ou près de la norme min. d'adm.	Supérieure à la norme, moins de 6 mois	Plus de 6 mois	Égale ou près de la norme min. d'adm.	Supérieure à la norme, moins de 6 mois	Plus de 6 mois
Province/Territoire									
Terre-Neuve	9 710	18 670	43 840	7,5	10,3	6,7	-56,4	-12,5	19,2
Île-du-Prince-Édouard	2 230	4 360	13 960	1,4	-11,4	4,9	-66,0	-17,0	58,6
Nouvelle-Écosse	5 240	14 080	51 310	-6,9	5,0	-1,9	-59,4	-36,9	9,0
Nouveau-Brunswick	6 390	20 030	57 220	-10,1	3,8	0,1	-70,8	-24,8	29,9
Québec	26 430	82 200	376 530	-2,3	3,9	-7,4	-47,2	-42,1	-0,4
Ontario	13 830	52 410	300 070	10,5	7,7	-5,7	-41,7	-48,0	-16,8
Manitoba	1 860	7 370	34 720	18,5	15,5	1,6	-52,0	-49,2	-7,2
Saskatchewan	1 450	5 670	30 920	79,0	9,9	15,0	-62,1	-50,9	-9,8
Alberta	3 420	15 650	96 980	13,2	16,4	27,7	-52,1	-53,3	-21,3
Colombie-Britannique	8 900	31 770	145 340	-4,9	6,6	-3,9	-36,2	-36,9	-3,6
Territoires du Nord-Ouest	260	430	2 270	73,3	22,9	14,6	-42,3	-59,3	-6,2
Yukon	130	390	2 000	18,2	-17,0	-11,5	-54,2	-40,5	29,1
Sexe									
Hommes	43 670	143 210	718 940	-3,4	3,3	1,5	-56,3	-46,0	0,4
Femmes	36 180	109 820	436 220	8,4	10,6	-7,7	-45,9	-32,3	-13,1
Âge									
Moins de 25 ans	8 310	31 950	155 340	-10,5	7,4	3,2	-58,0	-59,4	-8,8
25 à 44	45 170	139 420	674 160	-0,4	3,6	-2,1	-53,4	-41,5	-8,1
45 à 54	17 080	52 620	223 820	10,5	12,3	-3,2	-45,8	-28,3	2,7
55 ans et plus	9 290	29 040	101 840	9,7	8,6	-7,8	-50,2	-22,6	0,8
Recours à l'a.-e.									
Nouveaux prestataires ³	7 320	44 910	380 790	25,1	45,0	2,9	-30,8	-63,7	-6,6
Prestataires occasionnels ⁴	29 890	80 700	359 540	6,3	6,3	-3,1	-41,9	-43,0	-15,9
Prestataires fréquents ⁵	42 640	127 420	414 830	-4,4	-2,8	-5,7	-58,8	-29,1	6,8
Total national	79 850	253 030	1 155 160	1,6	6,3	-2,2	-52,4	-41,0	-5,5

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Notes : 1. Pour des renseignements sur les prestations régulières, voir l'annexe 2.4.

2. D'après les mises à jour des données de 1997-1998.

3. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations n'a été établie au cours des cinq dernières années.

4. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

5. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Changement dans la durée de l'emploi assurable

	Satisfait ou satisfait presque à la norme minimale d'admissibilité				Minimum + 2 semaines à six mois	Plus de 6 mois	Total
	Norme minimale ¹	Minimum + 1 semaine ²	Minimum + 2 semaines ³	Total			
Nombre de demandes de prestations régulières							
1995-1996	76 330	46 080	42 630	165 040	403 190	1 249 530	1 817 760
1996-1997	48 140	35 980	46 300	130 420	307 940	1 178 320	1 616 680
1997-1998	29 430	25 140	24 000	78 570	237 950	1 181 190	1 497 710
1998-1999	31 330	24 430	24 090	79 850	253 030	1 155 160	1 488 040
Écart (%) - année précédente							
1996-1997	-36,9	-21,9	8,6	-21,0	-23,6	-5,7	-11,1
1997-1998	-38,9	-30,1	-48,2	-39,8	-22,7	0,2	-7,4
1998-1999	6,5	-2,8	0,4	1,6	6,3	-2,2	-0,6
% de toutes les demandes							
1995-1996	4,2	2,5	2,3	9,1	22,2	68,7	100,0
1996-1997	3,0	2,2	2,9	8,1	19,0	72,9	100,0
1997-1998	2,0	1,7	1,6	5,2	15,9	78,9	100,0
1998-1999	2,1	1,6	1,6	5,4	17,0	77,6	100,0
Écart en % - entre 1997-98 et 1998-99							
Hommes	-0,4	-6,9	-3,2	-3,4	3,3	1,5	1,5
Femmes	15,4	3,0	5,1	8,4	10,6	-7,7	-3,8
Moins de 25 ans	2,2	-18,6	-15,5	-10,5	7,4	3,2	3,2
25 à 44	4,6	-6,2	-0,4	-0,4	3,6	-2,1	-1,2
45 à 54	11,5	10,8	8,9	10,5	12,3	-3,2	0,0
55 et plus	11,0	10,1	7,6	9,7	8,6	-7,8	-3,7
Total	6,5	-2,8	0,4	1,6	6,3	-2,2	-0,6
Écart en % - entre 1995-96 et 1997-98							
Hommes	-64,4	-48,7	-50,3	-56,3	-46,0	0,4	-16,2
Femmes	-56,7	-39,9	-31,9	-45,9	-32,3	-13,1	-19,5
Moins de 25 ans	-66,5	-50,1	-52,9	-58,0	-59,4	-8,8	-27,2
25 à 44	-63,2	-44,6	-44,8	-53,4	-41,5	-8,1	-19,3
45 à 54	-53,9	-41,6	-35,8	-45,8	-28,3	2,7	-8,0
55 et plus	-57,5	-50,2	-36,9	-50,2	-22,6	0,8	-9,6
Total	-61,4	-45,4	-43,7	-52,4	-41,0	-5,5	-17,6
Changement dans la proportion des demandes entre 1997-98 et 1998-99⁴							
Terre-Neuve	0,4	0,0	-0,5	0,0	0,6	-0,6	s/o
Île-du-Prince-Édouard	1,0	-0,7	-0,2	0,1	-2,9	2,8	s/o
Nouvelle-Écosse	-0,2	-0,3	0,0	-0,5	1,1	-0,7	s/o
Nouveau-Brunswick	0,0	-0,4	-0,4	-0,9	0,9	0,0	s/o
Québec	0,1	0,0	0,1	0,2	1,5	-1,7	s/o
Ontario	0,2	0,1	0,1	0,5	1,5	-1,9	s/o
Manitoba	0,4	-0,2	0,3	0,5	1,6	-2,1	s/o
Saskatchewan	0,3	0,4	0,6	1,3	-0,8	-0,5	s/o
Alberta	-0,2	0,0	-0,1	-0,3	-1,1	1,4	s/o
Colombie-Britannique	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	1,4	-1,3	s/o
Territoires du Nord-Ouest	2,6	-1,9	2,0	2,7	0,4	-3,1	s/o
Yukon	0,5	0,6	0,2	1,3	-1,1	-0,2	s/o
Hommes	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	0,3	0,0	s/o
Femmes	0,4	0,1	0,2	0,7	2,5	-3,2	s/o
Moins de 25 ans	0,0	-0,3	-0,3	-0,6	0,6	0,0	s/o
25 à 44	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,7	-0,8	s/o
45 à 54	0,2	0,2	0,1	0,6	2,0	-2,5	s/o
55 et plus	0,3	0,3	0,2	0,8	2,3	-3,2	s/o

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

- Notes :
1. Demandes qui satisfont tout juste à la norme minimale d'admissibilité, laquelle varie selon le taux de chômage régional.
 2. Demandes qui excèdent d'une semaine (ou 35 heures, depuis janvier 1997) la norme minimale d'admissibilité.
 3. Demandes qui excèdent de deux semaines (ou 70 heures, depuis janvier 1997) la norme minimale d'admissibilité.
 4. Variation absolue de la proportion des demandes selon la durée des emplois assurables.

Prestations de pêcheur

	Nouvelles demandes			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés ¹		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire									
Terre-Neuve	10 380	12,8	29,1	337	3,7	-13,1	87,1	17,6	17,9
Île-du-Prince-Édouard	1 980	5,3	-18,4	379	-0,8	-6,6	18,2	0,3	-18,2
Nouvelle-Écosse	4 870	-27,3	-1,8	373	-2,4	-9,3	41,7	-21,0	-9,9
Nouveau-Brunswick	2 650	6,1	1,9	380	-1,3	-6,1	20,8	-0,6	-13,5
Québec	1 230	-7,0	9,8	375	-0,3	-10,9	10,6	-13,0	-6,0
Ontario	100	-28,8	-10,9	329	-6,5	-4,6	0,9	-32,8	-30,9
Manitoba	550	6,8	-7,8	331	8,9	-7,9	4,8	22,2	6,2
Saskatchewan	110	33,7	56,6	310	9,5	-14,5	0,8	35,5	6,5
Alberta/T.N.-O.	100	3,0	41,4	341	-3,4	-8,3	0,6	-12,6	137,1
Colombie-Britannique/Yukon	4 130	-8,8	5,9	339	-4,5	-2,7	32,7	6,6	-3,7
Sexe									
Hommes	22 940	-4,6	9,5	359	-1,1	-9,5	192,2	0,0	-1,0
Femmes	3 160	7,9	-4,3	308	2,7	-10,4	25,8	12,7	-7,0
Âge									
Moins de 25 ans	1 980	-16,9	-5,9	341	-2,3	-5,2	16,0	-15,5	-6,6
25 à 44	13 640	-6,6	6,0	359	0,0	-9,6	115,2	0,5	-3,2
45 à 54	6 740	4,9	15,2	349	-1,4	-10,6	55,2	5,5	2,8
55 ans et plus	3 750	4,9	13,4	345	-2,0	-10,7	31,6	8,3	0,1
Recours à l'a.-e.									
Nouveaux prestataires ²	3 220	57,5	136,6	321	4,6	-5,8	13,1	21,3	93,5
Prestataires occasionnels ³	5 750	48,1	9,4	336	3,7	-9,2	35,4	25,8	35,8
Prestataires fréquents ⁴	17 130	-18,6	2,1	365	-0,5	-8,7	169,6	-3,8	-8,5
Total national	26 100	-3,2	7,8	353	-0,8	-9,4	218,0	1,3	-1,7

Source : Données administratives de l'assurance-emploi

En raison de la petite taille de leur population, les territoires n'ont pas fait l'objet d'une analyse distincte pour ce qui est des prestations de pêcheur.

Notes :

1. Les montants versés représentent les prestations de pêcheur, y compris le supplément familial.
2. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations n'a été établie au cours des cinq dernières années.
3. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Prestataires fréquents¹

	Nouvelles demandes			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire									
Terre-Neuve	49 600	3,5	-11,9	292	1,8	-1,8	368,1	4,7	-10,9
Île-du-Prince-Édouard	12 700	-7,3	-3,5	267	-1,2	-3,5	85,6	-0,6	-2,4
Nouvelle-Écosse	41 600	-3,9	-11,3	278	2,8	-3,9	245,8	5,5	-21,4
Nouveau-Brunswick	52 300	-5,8	-7,7	276	1,8	-6,1	342,9	3,1	-17,0
Québec	227 400	-7,9	-7,4	303	0,7	-0,9	1 283,1	-4,6	-12,2
Ontario	109 700	-7,7	-17,2	324	1,0	-0,9	499,9	-8,2	-16,8
Manitoba	14 800	-5,1	-20,8	306	4,0	3,2	73,3	20,1	-27,9
Saskatchewan	11 800	5,4	-21,1	310	2,9	-1,3	58,0	13,3	-29,8
Alberta/T.N.-O.	25 800	7,9	-29,1	344	6,3	-4,9	136,0	22,6	-39,3
Colombie-Britannique/Yukon	58 300	-8,6	-7,7	326	-0,8	-3,6	326,3	3,5	-12,7
Sexe									
Hommes	409 000	-3,4	-13,0	338	0,0	-2,5	2 678,7	1,5	-15,9
Femmes	195 000	-10,3	-8,7	239	2,4	0,0	740,3	-6,5	-14,8
Âge									
Moins de 25 ans	21 800	0,5	-33,4	277	1,3	-2,5	116,9	-2,5	-38,9
25 à 44	353 300	-10,0	-13,6	310	1,6	-1,8	2 053,9	-2,2	-17,0
45 à 54	153 100	1,2	-4,3	306	1,4	-4,0	812,4	2,4	-8,9
55 ans et plus	75 800	1,1	-5,1	291	-0,6	-0,8	435,8	4,7	-11,3
Total national	604 000	-5,7	-11,6	305	1,2	-2,1	3 419,0	-0,3	-15,6

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

En raison de la petite taille de leur population, les territoires n'ont pas fait l'objet d'une analyse distincte pour ce qui est des demandes de prestataires fréquents.

Note : 1. Comprennent les demandes de prestations régulières et de pêcheur.

Total des prestations spéciales ¹						
	Nouvelles demandes ²			Montants versés		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire						
Terre-Neuve	7 280	19,1	5,3	24,7	12,6	3,1
Île-du-Prince-Édouard	2 280	-5,0	18,2	7,4	-13,8	38,8
Nouvelle-Écosse	13 440	8,1	-4,6	46,2	5,4	-2,5
Nouveau-Brunswick	13 500	4,5	6,8	43,6	6,0	7,7
Québec	101 470	5,8	-3,7	391,5	7,1	-4,3
Ontario	137 230	3,0	-4,0	682,5	2,8	-2,9
Manitoba	14 220	9,0	-1,8	56,3	1,8	-0,2
Saskatchewan	10 440	2,8	2,4	44,2	6,3	1,3
Alberta	35 190	5,6	5,3	150,7	4,2	8,9
Colombie-Britannique	53 000	4,7	-5,4	228,5	6,0	0,8
Territoires du Nord-Ouest	890	1,1	0,0	5,4	2,5	1,6
Yukon	340	-10,5	8,6	1,6	-22,9	24,8
Sexe						
Hommes	97 710	8,5	-3,9	265,1	11,5	3,1
Femmes	291 570	3,6	-2,1	1 417,5	3,3	-1,7
Âge						
Moins de 25 ans	47 370	6,4	8,4	148,4	13,2	8,4
25 ans et plus	341 910	4,6	-3,8	1 534,2	3,8	-1,8
Total national	389 280	4,8	-2,5	1 682,6	4,5	-1,0
<p>Source : Données administratives de l'assurance-emploi.</p> <p>Notes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les annexes 2.10, 2.11, 2.12, 2.13 présentent une ventilation du nombre moyen de semaines pour lesquelles des prestations ont été payées, de la prestation hebdomadaire moyenne, et du montant hebdomadaire moyen versé en prestations de maternité, parentales et de maladie. 2. Le total des nouvelles demandes comprend les demandes au titre desquelles au moins 1 dollar a été versé en prestations de maternité, parentales ou de maladie. 						

Prestations de maternité

	Nouvelles demandes			Nombre moyen de semaines de prestations versées			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (\$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire												
Terre-Neuve	2 400	7,1	12,0	14,0	-2,0	-0,7	260	-0,9	-7,3	8,5	-3,8	8,7
Île-du-Prince-Édouard	780	-22,0	51,5	14,4	2,1	-1,7	240	1,4	-5,4	3,0	-16,4	51,8
Nouvelle-Écosse	4 950	4,9	8,3	14,3	0,2	-1,6	247	5,4	-8,7	17,5	9,5	-4,9
Nouveau-Brunswick	3 730	-7,4	18,5	14,1	-2,2	1,0	238	-0,8	-5,2	13,3	-3,8	8,2
Québec	39 600	-0,4	-6,7	14,4	0,3	-0,6	268	2,5	-3,4	157,3	2,5	-8,5
Ontario	71 030	-1,1	0,1	14,6	0,4	-0,9	294	0,2	-3,6	310,3	0,6	-4,0
Manitoba	6 730	5,3	3,4	14,6	1,0	-0,1	245	-2,6	-4,3	24,1	1,7	-2,0
Saskatchewan	5 290	-1,3	4,3	14,5	-0,6	0,0	247	0,2	-6,5	19,6	2,0	-1,0
Alberta	17 440	2,1	6,7	14,5	1,1	-0,3	262	0,9	-5,7	65,3	0,4	5,4
Colombie-Britannique	21 280	6,0	1,6	14,5	0,4	-0,6	283	1,6	-5,7	89,2	8,0	-0,4
Territoires du Nord-Ouest	510	-10,5	1,8	14,8	9,8	-4,8	345	3,6	-3,4	2,6	-7,1	2,8
Yukon	180	-14,3	31,3	14,3	4,8	-0,5	292	-3,3	-4,5	0,8	-21,0	44,3
Âge												
Moins de 25 ans	27 730	8,0	24,6	14,2	0,5	-1,0	181	4,5	-10,0	73,0	14,4	10,6
25 ans et plus	146 190	-0,9	-2,9	14,5	0,4	-0,5	295	1,1	-2,6	638,6	0,6	-4,3
Total national	173 920	0,4	0,4	14,5	0,4	-0,6	277	0,9	-4,4	711,6	1,9	-3,1

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Prestations parentales (parents biologiques)												
	Nouvelles demandes			Nombre moyen de semaines de prestations versées			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (\$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire												
Terre-Neuve	2 170	3,8	13,6	9,1	1,3	-1,9	274	-0,2	-4,8	5,3	-0,8	10,1
Île-du-Prince-Édouard	720	-14,3	31,3	8,8	-0,3	-2,9	248	-1,0	-1,4	1,8	-9,0	65,1
Nouvelle-Écosse	4 460	5,2	1,4	8,8	-1,8	-2,4	257	4,1	-4,7	9,9	1,6	-7,9
Nouveau-Brunswick	3 290	-11,6	16,3	8,6	-3,7	-4,1	249	-0,2	-5,3	8,5	0,0	5,6
Québec	38 570	1,0	-9,0	8,9	-0,7	-4,0	277	2,4	-1,6	101,6	2,5	-10,0
Ontario	68 960	0,4	-2,6	9,2	-0,6	-2,3	303	0,2	-2,1	201,5	1,4	-2,8
Manitoba	6 470	4,2	3,8	9,2	-1,0	-1,3	252	-3,0	-2,6	15,5	-2,2	-0,3
Saskatchewan	5 000	-2,5	5,6	9,3	-1,0	0,2	262	2,6	-6,1	13,0	8,1	0,9
Alberta	16 260	3,8	5,4	9,1	-0,8	-2,4	271	0,4	-3,3	40,1	-0,9	11,5
Colombie-Britannique	20 600	8,0	-0,8	9,1	0,0	-3,2	293	1,5	-4,2	56,5	5,1	4,2
Territoires du Nord-Ouest	520	8,3	0,0	9,1	1,1	-5,7	343	2,4	-2,5	1,6	5,1	4,1
Yukon	150	-16,7	20,0	9,9	8,3	2,0	313	5,8	-11,5	0,5	-33,3	47,1
Sexe												
Hommes	8 360	9,0	-4,5	7,6	-3,9	3,4	355	1,5	-3,0	23,1	9,8	2,0
Femmes	158 810	1,3	-1,9	9,2	-0,4	-3,0	283	0,8	-2,6	432,8	1,4	-2,2
Âge												
Moins de 25 ans	24 100	8,4	18,0	8,8	-0,5	-3,7	193	3,9	-5,2	42,7	15,1	6,1
25 ans et plus	143 070	0,6	-4,6	9,1	-0,7	-2,4	302	1,0	-1,5	413,2	0,6	-2,7
Total national	167 170	1,6	-2,0	9,1	-0,7	-2,8	286	0,9	-2,7	455,9	1,8	-2,0

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Prestations parentales (parents adoptifs)

	Nouvelles demandes			Nombre moyen de semaines de prestations versées			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés		
		Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98		Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98		Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98		Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
	1998-99			1998-99			1998-99 (\$)			1998-99 (millions \$)		
Province/Territoire												
Terre-Neuve	10	0,0	0,0	10,0	-33,3	36,4	276	-33,2	-7,2	0,04	-19,3	9,8
Île-du-Prince-Édouard	10	-66,7	200,0	15,0	60,8	-6,7	229	-29,7	29,2	0,04	-56,5	1 035,2
Nouvelle-Écosse	30	50,0	0,0	10,3	-17,4	108,3	413	28,1	-13,4	0,07	-26,9	105,6
Nouveau-Brunswick	40	-50,0	100,0	11,8	11,9	2,4	364	25,4	14,3	0,17	-20,6	52,2
Québec	480	23,1	-40,0	12,6	9,0	3,0	345	1,4	-3,5	1,99	12,7	-22,1
Ontario	590	37,2	19,4	11,3	-4,6	0,9	356	-0,4	3,6	2,11	18,7	15,4
Manitoba	150	36,4	120,0	10,3	2,4	0,9	276	9,4	-30,0	0,44	71,8	21,4
Saskatchewan	10	-80,0	66,7	10,0	-9,1	0,0	413	60,1	-21,5	0,05	-80,8	85,6
Alberta	200	122,2	-18,2	10,0	-2,2	3,4	333	18,0	-13,0	0,60	84,4	-11,8
Colombie-Britannique	240	84,6	-40,9	9,8	-17,9	29,8	357	-7,3	15,2	0,93	110,1	-32,3
Territoires du Nord-Ouest	150	s/o	-100,0	9,8	s/o	s/o	312	s/o	s/o	0,41	445,6	-49,1
Yukon	0	s/o	s/o	0	s/o	s/o	0	s/o	s/o	0	s/o	s/o
Sexe												
Hommes	230	53,3	-34,8	8,2	-4,4	-11,7	367	-1,5	-3,7	0,72	34,8	-22,7
Femmes	1 680	41,2	-9,8	11,5	-2,0	7,2	338	3,1	-2,5	6,12	27,2	-1,3
Âge												
Moins de 25 ans	10	0,0	-66,7	4,0	-60,0	0,0	413	105,5	-34,2	0,00	-100,0	-55,5
25 ans et plus	1 900	42,9	-12,5	11,1	-2,9	5,6	341	2,1	-3,1	6,84	28,8	-3,3
Total national	1 910	42,5	-13,5	11,1	-2,5	5,8	342	2,6	-3,2	6,84	28,0	-3,9

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Prestations de maladie												
	Nouvelles demandes			Nombre moyen de semaines de prestations versées			Prestations hebdomadaires moyennes			Montants versés		
	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (\$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98	1998-99 (millions \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98
Province/Territoire												
Terre-Neuve	5 270	26,4	5,8	8,3	6,7	-12,1	247	4,3	-5,1	10,8	41,2	-6,6
Île-du-Prince-Édouard	1 550	-1,9	12,1	7,2	-11,2	-5,5	244	8,2	-3,5	2,7	-12,7	13,2
Nouvelle-Écosse	9 140	9,6	-4,8	8,6	-4,3	1,9	239	2,2	-0,2	18,7	3,9	2,7
Nouveau-Brunswick	10 330	11,3	4,3	8,5	0,4	2,6	240	3,5	-3,5	21,6	16,4	8,0
Québec	60 260	9,9	0,4	8,5	1,6	0,7	252	2,4	1,0	130,7	17,3	9,2
Ontario	68 340	8,0	-4,7	9,2	-1,9	0,9	269	2,3	-1,4	168,6	8,7	-0,8
Manitoba	7 680	15,0	-5,2	9,0	-0,6	-1,0	237	-0,8	-0,5	16,2	4,9	2,3
Saskatchewan	5 420	8,8	1,2	9,0	2,5	-2,3	240	3,3	-2,3	11,5	14,4	5,2
Alberta	18 760	6,9	10,7	9,3	-1,8	1,0	257	4,8	1,0	44,6	15,3	12,7
Colombie-Britannique	32 860	3,8	-7,5	9,2	0,5	0,0	269	0,7	-1,2	81,8	4,0	0,3
Territoires du Nord-Ouest	270	-20,6	13,3	8,3	-12,6	25,0	346	16,0	-9,4	0,8	-9,2	2,2
Yukon	150	-16,7	-5,3	7,7	-4,8	5,6	312	3,0	-8,4	0,4	-9,7	-22,6
Sexe												
Hommes	89 350	8,4	-3,7	8,8	-1,0	0,9	302	1,4	-0,7	241,2	11,6	3,3
Femmes	130 680	8,5	-0,4	9,0	-0,1	-0,2	229	3,0	0,1	267,0	10,5	3,5
Âge												
Moins de 25 ans	22 810	5,4	3,0	7,4	-2,3	1,2	196	4,7	-1,6	32,8	8,5	6,8
25 à 44	119 190	7,7	-2,0	8,6	0,1	1,1	263	2,1	-0,6	270,5	11,3	4,4
45 à 54	49 430	11,2	-1,5	9,4	-2,5	0,2	271	1,4	1,0	125,9	9,5	5,0
55 et plus	28 600	9,7	-4,8	10,5	1,3	-1,7	267	2,1	-1,1	79,1	13,7	-3,5
Total national	220 030	8,5	-1,8	8,9	-0,4	0,3	258	2,3	-0,5	508,2	11,0	3,4

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Supplément familial (SF)								
	Nouvelles demandes comportant un SF ¹	% des demandes avec SF (\$)	Supplément hebdomadaire moyen (\$)	Prestation hebdomadaire moyenne (\$)	Supplément versé (milliers \$)	Écart en % entre 1997-98 et 1998-99	Écart en % entre 1995-96 et 1997-98 ²	Pourcentage du SF total
Province/Territoire								
Terre-Neuve	13 200	15,1	38	255	10 552	62,5	18,1	7,2
Île-du-Prince-Édouard	3 480	14,3	39	227	2 987	49,5	-7,3	2,0
Nouvelle-Écosse	10 330	12,1	38	241	7 858	33,7	-3,7	5,4
Nouveau-Brunswick	13 310	14,0	38	243	10 754	50,6	7,9	7,4
Québec	61 970	11,1	38	251	44 163	35,7	-9,1	30,1
Ontario	49 250	10,1	37	249	31 563	30,8	-10,9	21,5
Manitoba	8 600	14,8	41	244	6 532	63,4	-2,1	4,5
Saskatchewan	6 360	13,3	39	249	4 618	45,3	13,7	3,2
Alberta	15 970	10,7	37	240	9 749	41,9	-11,4	6,7
Colombie-Britannique	25 040	10,6	37	256	17 158	41,6	19,0	11,7
Territoires du Nord-Ouest	610	15,9	34	291	480	54,6	s/o	0,3
Yukon	220	7,9	44	298	192	18,7	s/o	0,1
Sexe								
Hommes	77 040	7,6	40	296	58 584	49,2	54,8	40,0
Femmes	131 300	16,0	36	221	88 021	34,3	-21,2	60,0
Âge								
Moins de 25 ans	26 110	10,6	34	199	15 099	52,2	-4,5	10,1
25 à 44	159 300	14,6	39	255	116 578	39,8	-0,8	79,5
45 à 54	20 730	6,2	36	265	13 483	31,5	-13,6	9,4
55 ans et plus	2 200	1,3	32	254	1 446	15,2	-43,2	1,0
Recours à l'a.-e.								
Nouveaux prestataires ³	79 920	12,2	36	226	54 092	52,1	-5,5	35,7
Prestataires occasionnels ⁴	70 140	12,6	37	246	48 785	29,7	-12,0	33,5
Prestataires fréquents ⁵	58 280	9,4	40	284	43 729	38,3	12,2	30,7
Total national	208 340	11,4	38	249	146 606	39,9	-3,4	100,0
Source : Données administratives de l'assurance-emploi.								
Notes :								
1. Comprennent les demandes pour toutes les catégories de prestations (régulières, de pêcheur et spéciales).								
2. Avant 1997-1998, les données du Yukon et des T.N.-O. étaient combinées avec celles de l'Alberta et de la C.-B., respectivement.								
3. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières ou de pêcheur n'a été établie au cours des cinq années précédentes.								
4. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheur, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestation actuelle.								
5. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheur, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestation actuelle.								

2.15

Prestataires ayant un emploi

	Nouvelles demandes de prestataires déclarant un emploi à temps plein ou partiel		
	1997-98	% de demandes de prestations régulières 1997-98	Différence par rapport au % de demandes régulières de 1996-97 (en points de pourcentage)
Province/Territoire			
Terre-Neuve	26 300	39,2	-1,2
Île-du-Prince-Édouard	7 950	38,9	-2,7
Nouvelle-Écosse	29 730	41,7	-2,6
Nouveau-Brunswick	28 970	34,7	-2,8
Québec	184 690	36,0	-5,4
Ontario	123 330	32,5	-3,5
Manitoba	16 050	38,1	0,2
Saskatchewan	12 720	38,7	-1,1
Alberta	34 920	37,8	-5,7
Colombie-Britannique	78 540	41,2	-3,8
Territoires du Nord-Ouest	990	39,9	-3,5
Yukon	1 130	39,8	-1,8
Sexe			
Hommes	289 580	32,4	-3,6
Femmes	255 740	42,3	-3,8
Âge			
Moins de 25 ans	76 000	40,1	-4,7
25 à 44	329 380	37,9	-3,8
45 à 54	105 810	36,0	-3,5
55 ans et plus	34 130	23,4	-3,1
Prestations			
< 50 \$	510	23,6	-1,7
50-100 \$	16 960	40,0	-2,1
101-150 \$	66 450	42,3	-2,0
151-200 \$	92 750	40,2	-3,3
Total<201 \$	176 670	40,9	-2,7
>200 \$	368 650	34,6	-4,3
Total national	545 320	36,4	-3,9

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Remboursement des prestations (récupération fiscale)				
	Nombre de personnes qui ont remboursé des prestations		Montant recouvré	
	1997	Écart en % entre 1996 et 1997²	1997 (milliers \$)	Écart en % entre 1996 et 1997²
Province/Territoire				
Terre-Neuve	2 136	-34,6	2 623	-22,8
Île-du-Prince-Édouard	417	-29,8	806	32,1
Nouvelle-Écosse	2 749	4,3	3 502	-3,0
Nouveau-Brunswick	1 449	-18,2	1 654	-22,5
Québec	15 969	2,7	14 949	-0,4
Ontario	30 906	0,9	25 808	11,2
Manitoba	1 387	15,8	1 210	4,0
Saskatchewan	1 617	22,3	1 219	1,3
Alberta	8 336	16,3	6 402	1,8
Colombie-Britannique	14 120	-1,7	11 536	-5,0
Territoires du Nord-Ouest	372	-0,8	350	-2,4
Yukon	266	0,0	252	1,3
Total national¹	79 736	0,7	70 324	1,4
Source : Fichier de données sur le remboursement des prestations (octobre 1998). Notes : 1. Le total est différent parce que les non-résidents ont été inclus. 2. Les données de 1996 ont été révisées à la suite de mises à jour des fichiers de données.				

Règle de l'intensité

	Total des demandes visées par la règle de l'intensité						Demandes visées par rapport à l'ensemble des demandes régulières et de pêcheur			Économies découlant de la règle de l'intensité		
	Nombre de demandes visées	Écart en % par rapport à 1997-98 ¹	Prestation hebdomadaire moyenne ²	Écart en % par rapport à 1997-98	% du total des demandes visées ³	Écart en % par rapport à 1997-98 ⁴	Total des demandes régulières et de pêcheur	Demandes visées exprimées en % des demandes régulières et de pêcheur ⁵	Écart en % par rapport à 1997-98 ⁶	Économies totales (milliers \$) ⁷	% des économies totales	Écart en % par rapport à 1997-98
Province/Territoire												
Terre-Neuve	49 730	36,5	280	-1,4	9,3	-2,1	82 600	60,2	26,1	12 512	14,5	127,3
Île-du-Prince-Édouard	14 990	31,4	262	0,2	2,8	-0,8	22 526	66,5	30,1	3 325	3,9	128,1
Nouvelle-Écosse	39 120	52,8	277	3,6	7,3	-0,7	75 507	51,8	57,9	7 417	8,6	139,8
Nouveau-Brunswick	50 640	36,3	268	-0,6	9,5	-2,2	86 291	58,7	36,0	10 158	11,8	112,9
Québec	201 220	58,9	284	0,4	37,8	-2,0	486 482	41,4	68,0	31 638	36,7	116,4
Ontario	84 820	104,0	306	1,9	15,9	2,9	366 419	23,1	111,3	10 044	11,6	135,9
Manitoba	10 680	159,2	298	6,4	2,0	0,7	44 512	24,0	148,5	1 307	1,5	223,6
Saskatchewan	9 160	199,3	307	5,2	1,7	0,8	38 151	24,0	158,5	1 235	1,4	286,7
Alberta	18 900	201,9	330	5,1	3,5	1,6	116 162	16,3	140,5	2 368	2,7	272,1
Colombie-Britannique	51 490	107,0	308	2,0	9,7	1,9	190 160	27,1	112,2	7 282	8,4	161,7
Territoires du Nord-Ouest	720	24,1	338	1,4	0,1	0,0	2 960	24,3	4,0	s/o	s/o	s/o
Yukon	1 100	66,7	356	3,6	0,2	0,0	2 520	43,7	87,8	s/o	s/o	s/o
Sexe												
Hommes	376 430	65,8	320	1,4	70,7	-0,6	928 859	40,5	63,6	67 403	78,1	127,3
Femmes	156 140	71,0	214	4,8	29,3	0,6	585 431	26,7	77,6	18 505	21,5	129,6
Âge												
Moins de 25 ans	40 900	54,5	248	4,0	7,7	-0,6	197 597	20,7	50,1	5 271	6,1	101,2
25 à 44	296 550	65,7	294	2,2	55,7	-0,5	872 459	34,0	67,8	47 609	55,2	124,8
45 à 54	127 190	73,6	293	1,0	23,9	0,9	300 309	42,4	73,5	21 302	24,7	133,3
55 ans et plus	67 930	71,3	286	1,1	12,8	0,3	143 925	47,2	77,6	11 953	13,9	140,3
Recours à l'a.-e.												
Prestataires fréquents ⁸	397 750	61,7	302	2,1	74,7	-2,6	602 091	66,1	70,2	71 616	83,0	128,4
Autres prestataires	134 820	86,3	253	3,9	25,3	2,6	912 199	14,8	82,0	14 638	17,0	118,6
Total national	532 570	67,3	289	2,0	100,0	0,0	1 514 290	35,2	68,4	86 254	100,0	125,8

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

En raison de la petite taille de l'échantillon, les territoires n'ont pas fait l'objet d'une analyse distincte quant aux économies réalisées suite à la règle de l'intensité.

- Notes :
- Différences dans le nombre de demandes visées par la règle de l'intensité entre 1997-1998 et 1998-1999, exprimées en pourcentage du nombre de 1997-1998.
 - Montant hebdomadaire moyen versé au titre des demandes visées par la règle de l'intensité.
 - Répartition en pourcentage des demandes visées par la règle de l'intensité selon les catégories indiquées.
 - Changement de la distribution en pourcentage des demandes visées d'une année financière à l'autre. Une valeur négative indique que la distribution des demandes visées parmi cette catégorie a diminué d'une année financière à l'autre. Une valeur positive indique le contraire.
 - Les demandes visées par la règle de l'intensité (c.-à-d. le nombre de demandes visées dans la catégorie exprimée comme un pourcentage de toutes les demandes régulières et de pêcheur dans cette catégorie).
 - Changements dans cette colonne représentent l'augmentation du risque d'être visé par la règle de l'intensité d'une année financière à l'autre. Par exemple, une valeur de « 25 » signifie que dans cette catégorie donnée, 25 pour cent de prestataires de plus ont été visés en 1998-1999 qu'en 1997-1998.
 - Les additions peuvent différer du total national puisque les chiffres ont été arrondis.
 - On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Études d'évaluation sur les prestations d'assurance-emploi

La liste ci-dessous énumère 13 études d'évaluation qui ont été réalisées par 21 spécialistes indépendants venant de quinze universités et d'une firme de consultants privée. Les études sont présentées dans l'ordre où l'on prévoit les publier sur Internet (<http://www.hrhc-drhc.gc.ca/edd>) compte tenu du travail qui reste à accomplir. Leur publication s'échelonne entre mars et juin 2000.

1. Shelley Phipps (Université Dalhousie), Martha MacDonald (Université St. Mary's) et Fiona MacPhail (Université Northern British Columbia), *Impact of the Family Income Supplement*.

But de l'étude : évaluer l'incidence du supplément familial sur le revenu des familles, en particulier les ménages à faible revenu. On examinera si le supplément familial cible davantage ces ménages que le taux majoré pour personnes à charge et s'il leur offre une meilleure protection du revenu. L'étude déterminera également qui reçoit plus (ou moins) de prestations en raison des modifications apportées à la politique.

2. David Cheal (Université de Winnipeg) et Karen Kampen (Université du Manitoba), *The EI Family Supplement and Relative Income in Two-Earner Families with Children*.

But de l'étude : évaluer les répercussions sur les femmes et les enfants des conditions d'admissibilité et des niveaux de prestations dans le cadre du régime d'assurance-emploi et du supplément familial.

3. Constantine Kapsalis (Data Probe Economic Consulting), *Evaluation of the Impact of Bill C-12 on New Entrants and Re-Entrants*.

But de l'étude : évaluer dans quelle mesure les personnes qui sont devenues ou redevenues membres de la population active en 1995 auraient été touchées par la nouvelle *Loi sur l'assurance-emploi*. On y estime les réactions des individus sur le plan de l'emploi et les économies annuelles liées au régime d'assurance-emploi.

4. Shelley Phipps (Université Dalhousie) et Fiona Macphail (Université Northern British Columbia), *Changes in Access to Benefits Resulting from Changes to New and Re-Entrant Requirements*.

But de l'étude : recenser les personnes qui deviennent ou redeviennent membres de la population active parmi celles qui ont perdu leur emploi de 1995 à 1997 et analyser les changements dans leur admissibilité aux prestations attribuables à l'adoption de la nouvelle *Loi sur l'assurance-emploi*.

5. Stephen Jones (Université McMaster), *EI Impacts on Unemployment Durations and Benefits Receipt*.

But de l'étude : évaluer les répercussions initiales de la *Loi sur l'assurance-emploi* sur la durée du chômage et des prestations.

6. Guy Lacroix et Marc Van Audenrode (Université Laval), *An Assessment of Various Components of C-12 on the Duration of Unemployment Spells*

But de l'étude : évaluer les effets de la nouvelle législation de l'assurance-emploi sur la durée du chômage et la durée de prestations.

Études d'évaluation sur les prestations d'assurance-emploi (suite)

7. Arthur Sweetman (Université de Victoria), *Impact on Those Working Less than 15 Hours*
But de l'étude : évaluer les changements dans les régimes de travail (heures de travail) pour tous les emplois et les nouveaux emplois, analyser l'évolution des régimes de travail des personnes qui occupent plus d'un emploi et quantifier ces changements pour ce qui est de l'admissibilité aux prestations et de la durée des prestations.
8. Craig Riddell et David Green (Université de la Colombie-Britannique), *The Effects of the Switch in the Entrance Requirement from a Weeks Based to an Hours Based System.*
But de l'étude : évaluer l'incidence du passage à un système fondé sur les heures sur l'admissibilité aux prestations et la durée des prestations, en particulier pour les emplois atypiques et déterminer à qui les changements ont profité.
9. Marc Van Audenrode (Université Laval) et Pierre Fortin (Université du Québec à Montréal), *The Impact of Experience Rating of the Unemployed Worker.*
But de l'étude : évaluer les répercussions initiales de la règle de l'intensité sur le recours à l'assurance-emploi et présenter des constatations préliminaires sur les économies réalisées.
10. Peter Kuhn (Université de la Californie à Santa Barbara), *Cross-Subsidization between Full- and Part-Time Workers under the EI Act.*
But de l'étude : déterminer si le régime d'assurance-emploi entraîne un transfert de revenu net aux travailleurs à temps partiel. Un objectif secondaire de l'étude est d'examiner les implications de la redistribution du revenu entre divers groupes socioéconomiques en raison de l'assujettissement des travailleurs à temps partiel.
11. Jean-François Bertrand, Marc Van Audenrode et Jean-Yves Duclos (Université Laval), *Unemployment Insurance Take-up and Job Search.*
But de l'étude : évaluer la relation entre le régime d'assurance-emploi, la décision des sans emploi de demander des prestations et leurs comportements sur le plan du réemploi.
12. Jane Friesen et Dennis Maki (Université Simon Fraser), *An Evaluation of the Impact of Bill C-12 on the Weekly Hours of Work Distribution.*
But de l'étude : examiner les changements d'horaires de travail des travailleurs et des entreprises depuis la mise en œuvre du régime d'assurance-emploi.
13. Thomas Crossley (Université nationale d'Australie) et Martin Browning (Institut d'économie, Copenhague), *The Impact of the EI Act on the Long-Run Effects of a Job Displacement.*
But de l'étude : estimer les effets à long terme de l'assurance-emploi sur le revenu et les dépenses familiales des personnes qui se retrouvent sans emploi.

ANNEXE 3

Tableaux des données sur les prestations d'emploi et mesures de soutien

- 3.1 Aperçu des ententes fédérales-provinciales/territoriales sur le développement du marché du travail**
- 3.2 Prestations d'emploi et mesures de soutien (PEMS)
Interventions selon la province et le territoire 1998-1999**
- 3.3 PEMS – Partie I - Dépenses finales par intervention 1998-1999**
- 3.4 PEMS – Partie II – Dépenses finales par intervention 1998-1999**
- 3.5 Assurance-emploi – Partie II – Activités pancanadiennes –
Dépenses finales par intervention 1998-1999**
- 3.6 PEMS – Coût moyen par intervention selon la province et le
territoire 1998-1999**
- 3.7 Profil des clients des PEMS 1998-1999**
- 3.8 Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
– Nouvelles participantes 1998-1999**
- 3.9 Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
– Nouveaux participants – Personnes handicapées 1998-1999**
- 3.10 Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
– Nouveaux participants – Peuples autochtones 1998-1999**
- 3.11 Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
– Nouveaux participants – Minorités visibles 1998-1999**
- 3.12 Résultats et objectifs pour 1998-1999 – Indicateurs du nombre
de retours au travail et de prestations non versées**
- 3.13 Prestations d'emploi et mesures de soutien (PEMS) – Clients
servis par type de clients – 1998-1999**

Aperçu des ententes fédérales-provinciales/territoriales sur le développement du marché du travail

Province/Territoire	Genre d'entente	Date de signature	Date de mise en œuvre	Affectation pour 1999/2000 (en milliers de dollars)	Affectation pour 1998-99 (en milliers de dollars)	Affectation pour 1997-98 (en milliers de dollars)
Terre-Neuve	Cogestion	24 mars 1997	Avril 1997	116 160	106 382	85 837
Île-du-Prince-Édouard	Cogestion	26 avril 1997	Mai 1997	22 788	20 985	17 787
Nouvelle-Écosse	Cogestion	24 avril 1997	1 ^{er} janvier 1998	75 830	71 427	62 605
Nouveau-Brunswick	Transfert	13 décembre 1996	1 ^{er} avril 1997	83 956	78 031	66 430
Québec	Accord de principe - transfert	21 avril 1997	1 ^{er} avril 1998	561 145	527 596	457 298
	Accord d'application	28 novembre 1997				
Ontario	En négociation	s/o	s/o	520 000	499 700	450 500
Manitoba	Transfert	27 avril 1997	27 novembre 1997	49 351	48 660	46 315
Saskatchewan	Transfert	6 février 1998	1 ^{er} janvier 1999	37 133	36 132	33 530
Alberta	Transfert	6 décembre 1996	1 ^{er} novembre 1997	109 221	106 488	97 517
Colombie-Britannique	Cogestion (engagement à négocier le transfert compris dans l'entente)	25 avril 1997	25 avril 1997	266 014	247 035	205 920
Territoires du Nord-Ouest	Transfert	27 février 1998	1 ^{er} octobre 1998	4 812	4 427	3 547
Yukon	Cogestion	24 janvier 1998	Février 1998	3 535	3 166	2 650

- Notes :
1. Le nouveau territoire du Nunavut devrait commencer à négocier une entente sur le développement du marché du travail (EDMT) à l'automne 1999. Ce territoire reçoit actuellement des services dans le cadre de l'EDMT des T.N.-O.
 2. Ce tableau ne comprend pas les fonds qui sont transférés pour couvrir les frais d'administration.

**Prestations d'emploi et mesures de soutien (PEMS)
Interventions selon la province et le territoire 1998-1999¹**

1998-1999 Interventions de PEMS	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B. ²	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.	Yukon	Canada
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	936	601	1 050	4 261	12 493	6 450	375	106	1 697	2 631	18	11	30 629
Travail indépendant	322	151	717	295	4 061	5 493	499	231	1 475	3 470	44	150	16 908
Partenariats pour la création d'emplois	4 557	256	839	7 342	5 963	3 958	401	81	3 419	2 112	4	58	28 990
Stagiaires payants	7 444	1 526	3 127	7 643	27 352	10 564	3 925	2 190	632	9 873	186	144	74 606
Achats de formation	4 281	1 262	5 256	1 246	15 665	23 267	1 832	2 631	22 667	11 201	265	229	89 802
Formation dans le cadre de projets	224	209	69	233	9 120	7 188	814	973	1 207	5 109	0	9	25 155
Total - Interventions à long terme	17 764	4 005	11 058	21 020	74 654	56 920	7 846	6 212	31 097	34 396	517	601	266 090
Interventions à court terme													
Aide à l'emploi	255	808	2 717	1 170	37 011	34 889	7 930	250	69 867	39 335	9	73	194 314
Services de groupe	1 080	401	3 338	634	0	107 513	2 541	709	0	12 383	0	14	128 613
Counselling individuel	5 690	783	3 375	5 335	0	7 795	4 811	2 420	18	1 826	39	3	32 095
Supplément de retour au travail	s/o	s/o	s/o	s/o	13 282	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	13 282
Total - Interventions à court terme	7 025	1 992	9 430	7 139	50 293	150 197	15 282	3 379	69 885	53 544	48	90	368 304
Activités pancanadiennes	101	0	116	305	922	919	196	24	2 467	1 143	154	47	6 394
Total - PEMS³	24 890	5 997	20 604	28 464	125 869	208 036	23 324	9 615	103 449	89 083	719	738	640 788

Source : Données sur les clients.

Notes :

1. Participants : prestataires actifs / anciens prestataires / non assurés (Services d'aide à l'emploi, Counselling).
2. Ne comprend pas les 437 participants à l'option Stagiaires payants. Le Nouveau-Brunswick les a codés sous Recherche et innovation dans le SNSE.
3. Le total comprend les autres PEMS (suppléments de revenu ciblés, La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), Initiatives stratégiques (IS), stagiaires payants du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES), NB au travail, groupes de coordination du CCCES, commissions du marché du travail).

PEMS - Partie I
Dépenses finales (en milliers de dollars) par intervention
1998-1999

1998-1999 PEMS Partie I	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.	Yukon	AC	Canada
Travail indépendant	1 053	430	2 570	1 781	14 620	17 606	2 036	1 218	4 690	8 390	453	87	0	54 934
Partenariats pour la création d'emplois	3 673	354	1 333	2 252	11 406	6 842	817	252	97	3 257	0	126	0	30 409
Stagiaires payants – CCCES*	0	0	95	0	0	277	0	0	0	0	0	0	0	372
PSP** / Stagiaires payants	15 669	4 804	7 282	21 583	65 247	24 402	11 317	4 962	1 191	23 923	767	438	0	181 585
Achats de formation	7 451	2 108	8 148	223	36 206	51 910	3 352	5 276	42 479	24 322	769	618	0	182 862
Formation dans le cadre de projets	144	222	1	3	8 705	14 475	1 503	1 878	3 770	8 264	0	0	0	38 965
Autres ¹	2	0	14	8	185	185	0	0	4	463	0	131	0	992
Total - Partie I²	27 991	7 918	19 443	25 850	136 370	115 697	19 025	13 585	52 231	68 619	1 989	1 400	0	490 118

Source : Système d'information financière.

Notes :

1. « Autres » comprend : options indéterminées (0,046 M \$), programme Jeunes stagiaires (0,188 M \$), groupes de coordination du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES) (0,201 M \$) et commissions du marché du travail (0,556 M \$).

2. Les totaux peuvent être inexacts parce que les chiffres ont été arrondis.

* CCCES - Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie

** PSP - Prêts et subventions de perfectionnement

PEMS - Partie II
Dépenses finales (en milliers de dollars) par intervention
1998-1999

1998-1999 PEMS Partie II	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué. ¹	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.	Yukon	AC	Canada
Interventions à long terme														
Subventions salariales ciblées	5 893	2 641	3 255	11 263	6 780	30 614	1 162	1 483	2 936	10 280	544	81	0	76 932
Travail indépendant	3 016	1 611	6 631	3 696	32 787	47 222	4 056	2 850	5 653	27 757	261	423	0	135 963
Partenariats pour la création d'emplois	21 286	1 241	4 476	15 363	24 370	20 422	1 948	542	7 122	15 471	0	177	181	112 599
PSP* / Stagiaires payants	27 174	5 551	8 774	24 928	158 602	20 603	14 439	13 102	34 162	26 668	799	165	0	334 967
Achats de formation	28 010	4 637	31 968	29	170 811	107 545	4 849	7 390	1 764	48 125	401	888	15	406 432
Formation dans le cadre de projets	809	928	0	0	31 480	45 276	5 478	7 390	1 576	30 300	0	0	0	123 237
Total - Interventions à long terme	86 188	16 609	55 104	55 279	424 830	271 682	31 932	32 757	53 213	158 601	2 005	1 734	196	1 190 130
Interventions à court terme														
Aide à l'emploi	9 895	1 318	8 088	5 502	50 755	118 736	8 016	2 027	27 697	77 493	174	827	0	310 528
Total - Interventions à court terme	9 895	1 318	8 088	5 502	50 755	118 736	8 016	2 027	27 697	77 493	174	827	0	310 528
Autres PEMS														
Frais d'adm. des EDMT ²	0	0	0	11 309	75 756	0	9 515	4 526	12 371	0	1 066	0	0	114 543
Partenariats du marché du travail	9 821	3 322	8 347	3 308	51 731	67 550	3 604	840	1 838	11 561	632	593	0	163 147
Recherche et Innovation	0	0	0	16 647	260	0	2 315	139	0	0	0	0	0	19 361
Rajustement du solde du compte ³	(188)	14	(97)	(416)	(5 253)	(103)	(495)	(233)	(2 185)	(1 229)	149	(15)	(5 614)	(15 665)
Total - Autres	9 633	3 336	8 250	30 848	122 494	67 447	14 939	5 272	12 024	10 332	1 847	578	(5 614)	281 386
Total - Partie II	105 716	21 263	71 442	91 629	598 079	457 865	54 886	40 056	92 934	246 426	4 026	3 139	(5 418)	1 782 043

Source : Système d'information financière et états provinciaux vérifiés.

Notes :

1. Ne comprend pas les 93 millions supplémentaires dépensés par le gouvernement provincial pour les clients de l'assurance-emploi.
2. Les frais d'administration comprennent : 55 000 \$ (dépenses salariales et non salariales), 19 066 \$ (entente particulière pour aider les provinces à mettre en œuvre les ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)), 978 \$ (réorganisation de l'effectif) et 548 \$ (loyer).
3. Les rajustements prennent en considération les soldes accumulés au début de l'année et à la fin de l'année.

* PSP - Prêts et subventions de perfectionnement

Assurance-emploi - Partie II - Activités pancanadiennes
Dépenses finales (en milliers de dollars) par intervention¹
1998-1999

1998-1999	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.	Yukon	AC	Canada
Activités pancanadiennes														
Achats de formation	38	0	136	9	35	3 995	34	922	0	0	0	0	7	5 177
Ententes bilatérales régionales	1 444	148	1 540	983	5 619	33 902	6 516	6 655	9 405	10 346	3 881	0	2 379	82 818
PEMS														
Subventions salariales ciblées	0	0	76	29	66	74	0	4	0	0	0	0	345	594
Travail indépendant	0	0	28	0	125	25	1	5	0	0	0	0	0	184
Part. pour la création d'emplois	0	0	177	37	34 855	14 410	24	0	0	1 053	0	0	0	50 556
PSP *	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stagiaires payants	14	0	932	0	135	2	17	7	2	19	0	0	0	1 128
Aide à l'emploi	0	0	790	127	149	0	3 085	0	0	1 617	0	0	671	6 439
Total - PEMS	14	0	2 003	193	35 330	14 511	3 127	16	2	2 689	0	0	1 016	58 901
Autres														
Formation dans le cadre de projets	0	0	11	0	36	0	255	156	0	0	0	0	0	458
CCCES**	0	0	0	0	8	30	0	0	0	0	0	0	0	38
Communauté locale du marché travail	547	337	1 011	734	3 346	5 317	738	588	957	1 675	194	102	0	15 546
Part. nationale du marché du travail	0	0	0	18	1 042	6 006	66	80	315	117	0	0	51 473	59 117
Recherche et Innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 929	11 929
Total - Autres	547	337	1 022	752	4 432	11 353	1 059	824	1 272	1 792	194	102	63 402	87 088
Total	2 043	485	4 701	1 937	45 416	63 761	10 736	8 417	10 679	14 827	4 075	102	66 804	233 984

Source : Système d'information financière et états provinciaux vérifiés.

Note : 1. Comprend les dépenses relatives aux mesures d'adaptation et de restructuration des pêches, aux jeunes, aux ententes bilatérales régionales et aux autres activités pancanadiennes.

* PSP - Prêts et subventions de perfectionnement

** CCCES – Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie

PEMS
Coût moyen par intervention selon la province et le territoire¹
1998-1999

1998-1999 PEMS - parties I et II	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué. ²	Ont.	Man.	Sask.	Alberta ³	C.-B.	T.N.-O. ⁴	Yukon ⁴	Canada
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	6 296	4 394	3 100	2 643	5 093	4 746	3 099	13 991	1 730	3 907	NC	7 364	4 352
Travail indépendant	12 637	13 517	12 833	18 566	13 692	11 802	12 208	17 610	7 012	7 999	5 932	3 400	11 775
Part. pour la création d'emplois	5 477	6 230	6 924	2 399	6 224	6 888	6 895	9 802	2 111	7 325	s/o	5 224	4 973
Stagiaires payants	5 755	6 786	5 135	6 085	8 186	4 260	6 562	8 248	NC	2 701	4 296	4 188	6 506
Achats de formation ⁵	8 283	5 345	7 632	202	13 210	6 853	4 477	4 814	NC	4 296	1 513	6 576	8 117
Formation dans le cadre de projets	4 254	5 500	14	13	6 672	8 313	8 576	9 525	4 429	5 931	s/o	s/o	7 270
Stagiaires payants/achats de formation⁶	6 678	6 134	6 701	5 261	10 016	6 044	5 898	6 374	3 416	5 838	6 067	5 564	6 726
Total - PEMS parties I et II	6 427	6 124	6 740	3 859	8 681	6 802	6 495	7 460	3 391	6 593	6 914	4 997	6 320

Source : Données sur les clients et système d'information financière.

Notes :

- Le coût moyen correspond à (partie I + partie II) divisé par le nombre d'interventions. Ne comprend pas les allocations de l'administration centrale et le travail partagé. Comme les interventions à court terme sont financées avec le budget des fonds de programme et des dépenses administratives, il n'est pas utile d'indiquer le coût moyen.
- Le coût moyen pour le Québec comprend 93 millions de dollars en dépenses additionnelles. Les dépenses réelles dans le cadre de toutes les interventions n'apparaissent pas à la table 3.4. en raison des 93 millions de dollars additionnels en fonds provinciaux.
- Les options ont été combinées pour donner une idée plus juste des coûts moyens à cause de problème de codage des deux types interventions.
- En raison du nombre peu élevé de participants, certains coûts moyens peuvent être biaisés pour les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- Achats de formation : Achats de formation - gouvernement à gouvernement, groupes de coordination, achats des Centres d'emploi du Canada (CEC), groupes de coordination gouvernement à gouvernement et groupes de coordination – achats des CEC.
- Les dépenses comprennent les fonds reportés de l'exercice précédent, par conséquent des différences dans les montants reportés par les différentes régions peuvent entraîner des écarts dans les coûts moyens. En outre, selon le type d'interventions utilisé par les provinces et les territoires, des durées différentes ont une incidence sur les coûts moyens.

s/o – sans objet

NC - non calculé

Profil des clients des PEMS 1998-1999

Sexe	Clients servis	Taux de chômage - marché du travail	Taux d'emploi - marché du travail	Taux d'activité - marché du travail
Hommes	57,9 %	8,9 %	66,0 %	72,4 %
Femmes	42,1 %	9,1 %	52,4 %	57,6 %

Groupes désignés	Taux de participation par intervention	Taux de chômage - Recensement	Taux d'emploi - Recensement	Taux d'activité - Recensement
Femmes	43,2 %	10,0 %	42,3 %	47,0 %
Autochtones	4,3 %	24,0 %	28,8 %	37,8 %
Personnes handicapées	1,6 %	s/o	s/o	s/o
Minorités visibles	3,0 %	14,2 %	41,3 %	48,1 %

Clients servis	
Prestataires actifs	81,9 %
Anciens prestataires	18,1 %

Ratio client-participant	
Clients	501 633
Participants	640 788
Ratio	1,28

Âge	Clients servis	Recensement de 1996
15 à 19	3,5 %	6,9 %
20 à 24	15,6 %	6,6 %
25 à 29	15,9 %	7,1 %
30 à 44	41,8 %	8,6 %
45+	20,5 %	33,1 %
Manquant/non valide	2,6 %	s/o

Source : Enquête sur la population active, 5 juin 1999.
Recensement de 1996 (échantillon de 20 %).

s/o - sans objet

Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
Nouvelles participantes - Femmes
1998-1999

1998-1999	T.-N. %	Î.-P.-É. %	N.-É. %	N.-B. %	Qué. %	Ont. %	Man. %	Sask. %	Alberta %	C.-B. %	T.N.-O. %	Yukon %	Canada %
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	47,8	46,9	42,7	59,2	44,2	39,5	47,5	39,6	45,7	41,8	44,4	63,6	45,3
Travail indépendant	43,5	41,1	35,7	34,2	35,8	45,8	37,3	42,0	44,9	44,0	31,8	45,3	41,9
Part. pour la création d'emplois	33,6	39,5	32,8	49,4	53,9	34,8	35,9	32,1	50,8	38,4	50,0	43,1	42,5
Stagiaires payants	30,4	48,3	35,2	42,6	42,5	47,5	47,1	38,8	34,7	39,9	42,5	45,1	41,6
Achats de formation	21,7	47,0	26,4	97,3	44,6	27,9	2,7	9,5	28,3	22,1	13,2	20,1	29,2
Formation dans le cadre de projets	48,7	69,9	42,0	47,2	49,6	48,5	30,7	47,9	46,2	50,6	s/o	11,1	48,8
Total - Interventions à long terme	30,5	48,0	31,6	51,5	44,0	37,7	33,8	27,9	33,3	36,1	26,7	35,3	38,7
Interventions à court terme													
Aide à l'emploi	43,5	59,4	53,7	49,0	47,7	51,0	64,7	53,6	45,0	49,3	66,7	38,4	48,5
Services de groupe	46,1	45,1	42,3	41,8	s/o	44,5	40,7	32,2	s/o	42,3	s/o	50,0	44,1
Counselling individuel	38,0	57,5	42,8	46,3	s/o	48,2	45,0	44,3	16,7	42,8	61,5	33,3	44,6
Supplément de retour au travail	s/o	s/o	s/o	s/o	40,4	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	40,4
Total - Interventions à court terme	39,5	55,8	45,8	46,3	45,8	46,2	54,0	42,4	45,0	47,5	62,5	40,0	46,3
Autres PEMS¹	49,5	s/o	40,5	38,4	s/o	37,5	33,2	50,0	41,1	41,5	52,0	44,7	40,6
Total - PEMS	33,1	50,6	38,1	50,1	44,7	43,8	47,4	33,0	41,4	43,0	34,5	36,5	43,2

Source : Données sur les clients.

Participants : Prestataires actifs/anciens prestataires/non assurés.

Note :

1. Autres PEMS comprennent : suppléments de revenu ciblés, La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), Initiatives stratégiques (IS), stagiaires payants du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES), NB au travail, groupes de coordination du CCCES, commissions du marché du travail.

s/o - sans objet

**Membres des groupes désignés par les PEMS, par intervention
Nouveaux participants - Personnes handicapées
1998-1999**

1998-1999	T.-N. %	Î.-P.-É. %	N.-É. %	N.-B. %	Qué. %	Ont. %	Man. %	Sask. %	Alberta %	C.-B. %	T.N.-O. %	Yukon %	Canada %
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	3,1	3,5	4,6	0,7	1,4	1,8	4,8	5,7	2,1	2,2	0,0	0,0	1,8
Travail indépendant	0,9	4,6	3,8	1,0	0,4	1,4	5,0	2,6	0,9	2,0	6,8	1,3	1,5
Part. pour la création d'emplois	1,3	4,3	2,5	1,3	0,3	1,5	2,2	3,7	1,1	1,3	0,0	0,0	1,3
Stagiaires payants	3,9	3,3	3,1	0,6	1,1	1,4	3,2	2,9	2,4	2,3	1,1	0,7	1,8
Achats de formation	1,4	5,5	3,4	0,3	0,8	1,0	0,9	0,7	0,9	1,1	1,1	0,9	1,2
Formation dans le cadre de projets	0,9	4,8	1,4	2,1	2,2	0,6	3,2	3,3	1,2	1,3	s/o	0,0	1,6
Total - Interventions à long terme	2,5	4,2	3,4	0,9	1,2	1,2	2,8	2,1	1,0	1,7	1,5	0,8	1,5
Interventions à court terme													
Aide à l'emploi	17,6	12,0	5,9	6,3	1,0	2,4	5,5	2,4	1,0	2,0	s/o	s/o	1,8
Services de groupe	0,4	3,2	1,8	0,5	s/o	0,3	1,6	1,0	s/o	0,8	s/o	s/o	0,5
Counselling individuel	14,3	8,0	4,7	1,2	s/o	4,6	4,4	3,6	5,6	4,5	5,1	s/o	5,7
Supplément de retour au travail	s/o	s/o	s/o	s/o	2,1	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	2,1
Total - Interventions à court terme	12,3	8,7	4,0	2,0	1,3	1,0	4,5	2,9	1,0	1,8	4,2	s/o	1,7
Autres PEMS¹	2,0	s/o	2,6	0,3	s/o	2,9	1,0	s/o	4,8	0,4	s/o	2,1	2,9
Total - PEMS	5,2	5,7	3,7	1,1	1,2	1,1	3,9	2,4	1,1	1,7	1,4	0,8	1,6

Source : Données sur les clients.

Participants : Prestataires actifs/anciens prestataires/non assurés.

Note :

1. Autres PEMS comprennent : suppléments de revenu ciblés, La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), Initiatives stratégiques (IS), stagiaires payants du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES), NB au travail, groupes de coordination du CCCES, commissions du marché du travail.

s/o - sans objet

Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
Nouveaux participants - Autochtones
1998-1999

1998-1999	T.-N. %	Î.-P.-É. %	N.-É. %	N.-B. %	Qué. %	Ont. %	Man. %	Sask. %	Alberta %	C.-B. %	T.N.-O. %	Yukon %	Canada %
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	2,5	0,3	0,7	3,1	2,2	0,8	14,1	10,4	7,3	4,2	72,2	9,1	2,6
Travail indépendant	2,8	0,0	1,1	1,0	1,9	1,2	10,4	5,6	4,0	3,2	36,4	15,3	2,6
Part. pour la création d'emplois	5,1	0,4	4,7	0,8	1,8	7,5	35,7	14,8	8,4	12,6	0,0	15,5	5,7
Stagiaires payants	4,0	1,5	2,1	0,7	1,4	1,8	18,9	10,5	30,1	5,6	66,7	7,6	3,8
Achats de formation	2,9	0,6	1,1	1,1	1,7	1,3	7,0	9,5	4,7	3,4	36,2	10,0	3,1
Formation dans le cadre de projets	19,2	0,5	1,5	1,7	2,0	0,4	23,3	12,1	4,1	8,0	s/o	88,9	4,1
Total - Interventions à long terme	4,1	0,9	1,6	1,3	1,7	1,6	16,7	10,2	5,7	5,3	48,2	12,5	3,6
Interventions à court terme													
Aide à l'emploi	0,8	0,5	2,8	2,7	1,1	0,8	6,1	7,2	9,6	3,5	0,0	4,1	4,8
Services de groupe	1,9	0,3	0,6	0,0	s/o	0,6	14,2	6,1	s/o	2,1	s/o	7,1	1,0
Counselling individuel	2,5	0,5	0,7	0,5	s/o	1,0	13,1	10,1	55,6	3,3	38,5	0,0	3,8
Supplément de retour au travail	s/o	s/o	s/o	s/o	1,2	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	1,2
Total - Interventions à court terme	2,3	0,5	1,3	0,8	1,1	0,6	9,6	9,0	9,6	3,2	33,3	4,4	3,3
Autres PEMS¹	98,0	s/o	4,3	100,0	100,0	98,2	100,5	100,0	93,8	106,8	100,0	85,1	96,7
Total - PEMS	4,0	0,7	1,5	2,2	2,2	1,4	12,8	10,0	10,4	5,4	58,3	16,1	4,3

Source : Données sur les clients.

Participants : Prestataires actifs/anciens prestataires.

Note :

1. Autres PEMS comprennent : suppléments de revenu ciblés, La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), Initiatives stratégiques (IS), stagiaires payants du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES), NB au travail, groupes de coordination du CCCES, commissions du marché du travail.

s/o - sans objet

**Membres des groupes désignés pour les PEMS, par intervention
Nouveaux participants – Minorités visibles
1998-1999**

1998-1999	T.-N. %	Î.-P.-É. %	N.-É. %	N.-B. %	Qué.¹ %	Ont. %	Man. %	Sask. %	Alberta %	C.-B. %	T.N.-O. %	Yukon %	Canada %
Interventions à long terme													
Subventions salariales ciblées	0,1	0,5	1,7	0,3	s/o	4,1	8,3	4,7	8,2	5,5	5,6	s/o	3,4
Travail indépendant	s/o	0,7	2,4	s/o	s/o	2,1	3,8	1,3	3,2	3,3	9,1	2,0	2,5
Partenariats pour la création d'emplois	0,2	0,8	3,3	0,4	s/o	1,6	5,5	3,7	5,3	1,8	s/o	0,0	1,6
Stagiaires payants	0,2	0,9	1,4	0,2	s/o	3,3	8,7	2,6	1,7	3,4	3,2	1,4	2,5
Achats de formation	0,1	0,7	1,5	0,1	s/o	2,1	2,9	1,0	4,0	2,9	1,5	0,4	2,6
Formation dans le cadre de projets	0,4	s/o	7,2	0,9	s/o	5,6	11,2	2,5	4,6	7,5	s/o	s/o	6,0
Total – Interventions à long terme	0,2	0,7	1,7	0,3	s/o	3,0	7,1	1,9	4,3	3,9	2,9	1,0	2,8
Interventions à court terme													
Aide à l'emploi	s/o	0,4	2,9	0,9	s/o	6,6	8,4	7,6	3,3	2,7	s/o	1,4	4,1
Services de groupe	0,3	0,5	1,3	s/o	s/o	1,5	6,4	1,7	s/o	2,0	s/o	7,1	1,6
Counselling individuel	0,2	0,8	1,7	0,4	s/o	3,5	7,8	2,7	0,0	6,6	5,1	s/o	2,9
Total – Interventions à court terme	0,2	0,6	1,9	0,4	s/o	2,8	7,9	2,9	3,3	2,7	4,2	2,2	3,0
Autres PEMS²	s/o	s/o	s/o	28,2	s/o	4,5	0,5	s/o	7,7	0,7	12,3	s/o	6,3
Total - PEMS	0,2	0,7	1,8	0,6	s/o	2,9	7,5	2,2	3,7	3,1	5,0	1,1	3,0

Source : Données sur les clients.

Participants : Prestataires actifs / anciens prestataires / non assurés.

Notes :

1. Données non disponibles dans le système d'information de gestion provincial.
2. Autres PEMS comprennent : suppléments de revenu ciblés, La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), Initiatives stratégiques (IS), stagiaires payants du Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie (CCCES), NB au travail, groupes de coordination du CCCES, commissions du marché du travail.

s/o - sans objet

Résultats et objectifs pour 1998-1999

Indicateurs du nombre de retours au travail et de prestations non versées¹

	Résultats						Objectifs		Écarts Résultats c. objectifs	
	Clients qui sont retournés au travail			Prestations non versées (M \$)			Clients qui sont retournés au travail	Prestations non versées (M \$)	Clients qui sont retournés au travail (%)	Prestations non versées (%)
	Apprentis	Services de groupe	Total	Apprentis	Services de groupe	Total				
Province/Territoire										
Terre-Neuve	573	559	7 394	2,99	1,81	13,45	5 290	13,84	139,77	97,25
Île-du-Prince-Édouard	94	142	2 902	0,39	0,54	4,53	2 000	4,00	145,10	113,25
Nouvelle-Écosse	544	2 377	10 974	3,74	11,04	27,95	6 814	29,47	161,05	94,84
Nouveau-Brunswick	360	153	11 504	0,80	0,76	11,52	8 991	29,31	127,95	39,30
Québec	s/o	7 170	49 995	s/o	34,69	110,32	43 541	116,34	114,82	94,83
Ontario	6 790	56 714	109 565	51,78	336,36	505,08	56 152	256,37	195,12	197,01
Manitoba	1 076	851	11 516	7,86	4,64	21,86	5 808	38,64	198,28	56,57
Saskatchewan	1 124	609	5 468	8,58	3,21	19,60	4 412	16,00	123,93	122,50
Alberta	6 938	s/o	20 076	56,16	s/o	79,37	15 695	101,10	127,91	78,51
Colombie-Britannique	3 901	6 206	37 036	32,71	39,27	120,99	30 676	141,95	120,73	85,23
Territoires du Nord-Ouest ²	29	4	291	0,39	0,01	1,24	409	3,59	71,15	34,54
Yukon	58	25	276	0,57	0,12	1,31	318	2,35	86,79	55,74
AC	s/o	s/o	111	0	0	0,32	s/o	s/o	s/o	s/o
Total national	21 487	74 810	267 108	165,95	432,46	917,55	180 106	752,96	148,31	121,86

Source : Données sur les résultats.

Notes :

1. Les objectifs et les résultats reflètent toutes les activités prévues à la partie II, y compris les PEMS pour les peuples autochtones. Une nouvelle méthode a été utilisée à la fin de l'année pour faire les rajustements nécessaires aux chiffres sur les résultats. Elle a entraîné une baisse des prestations non versées. À noter que les objectifs ont été fixés avec les données historiques et l'ancienne méthode.
2. En raison du transfert de responsabilités de DRHC au gouvernement des T.N.-O. en milieu d'exercice et de l'absence de données, les chiffres concernant les T.N.-O. sont sous-estimés.

s/o - sans objet

AC - administration centrale

Prestations d'emploi et mesures de soutien (PEMS)
Clients de l'assurance-emploi servis par type de clients
1998-1999

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué. ¹	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.	Yukon	Canada
Exercice 1998-1999													
Prestataires d'assurance-emploi servis	19 645	5 365	13 766	65 %	133 410	s/o	65 %	65 %	24 820	53 730	65 %	759	s/o
Prestataires actifs	10 545	3 083	11 292	10 934	54 687	155 693	10 490	5 467	30 818	41 757	322	382	335 480
Anciens prestataires	3 611	815	2 715	5 246	26 995	14 451	1 735	667	7 408	10 589	29	75	74 336
Sous-total – Clients d'assurance-emploi	14 156	3 898	14 007	16 180	81 682	170 144	12 225	6 134	38 226	52 346	351	457	409 806
Non assurés ²	4 173	691	2 671	5 735	9 577	15 259	4 737	1 346	29 401	17 951	182	104	91 827
Total – Clients	18 329	4 589	16 678	21 915	91 259	185 403	16 962	7 480	67 627	70 297	533	561	501 633

Notes :

1. L'EDMT conclue avec le Québec établit un engagement concernant le nombre de clients servis (133 410), principalement les prestataires actifs. Toutefois, les objectifs ont été établis sur le nombre d'interventions. Ces données ne comprennent pas les 4 900 interventions des Partenariats pour la création d'emplois et 4 149 interventions en Achats de formation – aucune information sur les clients n'est disponible.
2. Ne se rapporte qu'aux clients de l'Aide à l'emploi et du Counselling individuel.

s/o - sans objet

ANNEXE 4

Tableaux des données sur l'adaptation des collectivités

- 4.1 Cerner l'avenir : Une perspective communautaire**
- 4.2 Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales**
- 4.3 Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales**

Cerner l'avenir : Une perspective communautaire

Collectivité ¹	Facteurs démographiques						Caractéristiques des collectivités		
	Âge moyen des personnes dont l'emploi a pris fin		Proportion des hommes parmi les personnes dont l'emploi a pris fin		Proportion des personnes mariées ou l'équivalent parmi celles dont l'emploi a pris fin		Principale langue parlée dans la collectivité ²	Type de collectivité (urbaine / rurale / mixte) ²	Recensement de la population 1996 ²
	1998	1997	1998	1997	1998	1997			
Clareville	37	36	61	61	65	62	Anglais	Mixte	5 335
Î.-P.-É.	36	35	55	56	54	53	Anglais	Mixte	134 557
Truro	35	35	56	57	50	50	Anglais	Petite urbaine	11 938
Miramichi	36	36	58	59	52	53	Anglais ³	Petite urbaine	19 241
Repentigny	36	36	56	55	52	53	Français	Petite urbaine	53 824
Montréal Centre-est	35	35	53	53	34	35	Français	Petite mixte	1 775 846
Toronto Centre	35	33	43	45	32	35	Anglais	Grande urbaine	2 385 421
Hamilton Mountain	35	35	49	50	50	52	Anglais	Grande urbaine	467 799
Saint-Boniface	34	33	48	49	43	47	Français	Grande urbaine	618 477
Prince Albert	35	34	55	56	46	47	Anglais	Petite mixte	34 777
Calgary	34	32	53	56	30	34	Anglais	Grande urbaine	821 628
Kelowna	35	34	54	54	42	44	Anglais	Petite urbaine	304 477
Surrey	35	35	52	53	51	52	Anglais	Petite urbaine	89 442
Yellowknife	33	33	55	53	41	45	Anglais	Petite urbaine	17 275

Source : Données de diverses sources, y compris de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada du recensement de 1996 et des fichiers administratifs de l'assurance-emploi. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes qui ont quitté leur emploi en 1997.

Notes :

1. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.
2. Ces renseignements concernent l'ensemble de la collectivité.
3. Bien qu'elle soit à prédominance anglophone, cette collectivité a un large bassin de francophones.

Cerner l'avenir : Une perspective communautaire (suite)

Collectivité ¹	Caractéristiques économiques					
	Taux de chômage moyen de la collectivité (aux fins du calcul de l'admissibilité à l'assurance-emploi) ² (%)		Revenu annuel moyen des personnes dont l'emploi a pris fin (à l'exception des prestataires d'assurance-emploi et d'aide sociale)		Diversité économique dans la collectivité ²	Facteurs saisonniers dans la collectivité ²
	1998	1997	1998	1997		
Clarenceville	21	22	13 781 \$	15 106 \$	Faible	Oui
Î.-P.-É.	14	15	12 799 \$	14 322 \$	Moyenne	Oui
Truro	12	13	13 972 \$	14 922 \$	Moyenne	Oui
Miramichi	16	15	13 713 \$	13 949 \$	Faible	Oui
Repentigny	12	12	16 585 \$	17 825 \$	Élevée	Oui
Montréal Centre-est	10	11	15 911 \$	17 201 \$	Élevée	Non
Toronto Centre	7	8	31 538 \$	39 665 \$	Élevée	Non
Hamilton Mountain	5	7	22 559 \$	23 214 \$	Élevée	Non
Saint-Boniface	6	8	17 651 \$	19 329 \$	Élevée	Non
Prince Albert	15	13	16 355 \$	15 468 \$	Faible	Oui
Calgary	5	6	21 384 \$	23 819 \$	Élevée	Non
Kelowna	9	10	18 246 \$	18 471 \$	Élevée	Oui
Surrey	9	9	18 425 \$	20 039 \$	Élevée	Un peu
Yellowknife	25	25	21 818 \$	25 994 \$	Élevée	Non

Source : Données de diverses sources, y compris de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada du recensement de 1996 et des fichiers administratifs de l'assurance-emploi. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes qui ont quitté leur emploi en 1997.

- Notes :
1. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.
 2. Ces renseignements concernent l'ensemble de la collectivité.

Cerner l'avenir : Une perspective communautaire (suite)

Collectivité ¹	Caractéristiques économiques							
	Nombre moyen d'employeurs uniques en 1996 par personne dont l'emploi a pris fin		Industries qui ont le plus grand nombre de personnes dont l'emploi a pris fin		Industries qui viennent aux deuxième rang quant au nombre de personnes dont l'emploi a pris fin		Industries qui viennent au troisième rang quant au nombre de personnes dont l'emploi a pris fin	
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
Clareville	1,5	1,4	Fabrication	Fabrication	Pêche	Construction	Construction	Commerce de détail
Î.-P.-É.	1,7	1,7	Fabrication	Fabrication	Commerce de gros	Commerce de détail	Construction	Construction
Truro	1,6	1,5	Construction	Fabrication	Fabrication	Construction	Commerce de détail	Commerce de détail
Miramichi	1,5	1,5	Construction	Construction	Services gouvernementaux	Fabrication	Fabrication	Services gouvernementaux
Repentigny	1,6	1,6	Fabrication	Fabrication	Construction	Commerce de détail	Commerce de détail	Construction
Montréal Centre-est	1,7	1,7	Fabrication	Fabrication	Services commerciaux	Commerce de détail	Autres services	Autres services
Toronto Centre	1,6	1,6	Services commerciaux	Services commerciaux	Éducation	Commerce de détail	Autres services	Autres services
Hamilton	1,7	1,6	Fabrication	Fabrication	Construction	Commerce de détail	Commerce de détail	Construction
Mountain	1,8	1,7	Éducation	Commerce de détail	Commerce de détail	Fabrication	Hébergement et restauration	Éducation
Saint-Boniface	1,8	1,7	Construction	Commerce de détail	Éducation	Hébergement et restauration	Hébergement et restauration	Construction
Prince Albert	1,8	1,7	Construction	Commerce de détail	Éducation	Hébergement et restauration	Hébergement et restauration	Construction
Calgary	2,0	1,9	Services commerciaux	Hébergement et restauration	Hébergement et restauration	Services commerciaux	Autres services	Autres services
Kelowna	1,8	1,7	Construction	Commerce de détail	Hébergement et restauration	Construction	Commerce de détail	Hébergement et restauration
Surrey	1,6	1,6	Fabrication	Fabrication	Construction	Commerce de détail	Services commerciaux	Construction
Yellowknife	1,9	1,9	Services gouvernementaux	Construction	Construction	Éducation	Hébergement et restauration	Commerce de détail

Source : Données de diverses sources, y compris de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada du recensement de 1996, et des fichiers de données administratives de l'assurance-emploi. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes qui ont quitté leur emploi en 1997.

Note : 1. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.

Cerner l'avenir : Une perspective communautaire (suite)

Collectivité ¹	Caractéristiques du soutien du revenu								
	Moyenne des prestations d'assistance sociale demandées en 1996 par personne dont l'emploi a pris fin		Personnes qui ont reçu des prestations d'assistance sociale (a.-s.) en 1996 proportionnellement aux personnes dont l'emploi a pris fin (%)		Personnes qui ont reçu des prestations d'a.-s. en 1996 proportionnellement aux personnes dont l'emploi a pris fin et qui sont devenues prestataires d'a.-e. par la suite (%)		Prestataires d'a.-e. proportionnellement aux personnes dont l'emploi a pris fin ² (%)		Personnes qui ont reçu des prestations d'a.-e. après la cessation d'emploi proportionnellement à celles dont l'emploi a pris fin cette même année ³ (%)
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997 ⁴	1997
Clareville	2 757 \$	3 553 \$	4	5	3	4	74	74	70
Î.-P.-É.	3 877 \$	4 531 \$	6	6	5	6	74	72	64
Truro	3 766 \$	4 640 \$	6	7	3	5	54	58	52
Miramichi	3 086 \$	3 979 \$	7	8	5	7	66	72	65
Repentigny	3 168 \$	4 084 \$	8	9	4	7	51	55	48
Montréal Centre-est	3 501 \$	4 394 \$	15	16	6	12	42	46	41
Toronto Centre	3 952 \$	4 483 \$	4	4	1	4	24	23	20
Hamilton Mountain	5 041 \$	5 788 \$	6	7	2	6	36	40	36
Saint-Boniface	3 759 \$	4 952 \$	7	7	3	5	34	35	31
Prince Albert	3 688 \$	4 210 \$	6	10	3	8	46	42	36
Calgary	2 957 \$	3 470 \$	7	8	2	8	27	21	18
Kelowna	3 173 \$	4 248 \$	10	12	5	9	46	45	38
Surrey	3 588 \$	4 603 \$	8	9	3	7	47	47	40
Yellowknife	3 782 \$	4 235 \$	13	12	5	10	31	30	28

Source : Données de diverses sources, y compris de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada du recensement de 1996 et des fichiers administratifs de l'assurance-emploi. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes qui ont quitté leur emploi en 1997.

Notes :

1. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.
2. On obtient les résultats de cette colonne en divisant le nombre de prestataires d'assurance-emploi (selon les dossiers de revenu T1) en 1997 par le nombre de personnes dont l'emploi a pris fin au cours de l'année en question.
3. Source : Rapport sur l'état des demandes.
4. Les chiffres de ce tableau sous-estiment la proportion des demandes (des fichiers de l'assurance-emploi) suite à la cessation d'emploi - les fichiers de l'assurance-emploi étaient disponibles.

Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec		Ontario
			Clareville		Truro	Miramichi	Repentigny	Montréal C-E	Toronto Centre
		(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
1992-93	Annuel	89,2	64,6	70,8	89,9	69,8	95,0	96,5	98,3
	92 2 ^e trim.	93,8	77,3	86,6	92,8	78,1	95,2	96,6	98,3
	92 3 ^e trim.	85,8	63,2	59,2	88,6	64,6	94,6	96,7	98,5
	92 4 ^e trim.	87,9	60,2	73,1	89,7	67,6	95,0	96,3	98,0
	93 1 ^{er} trim.	92,1	63,5	81,8	89,3	75,2	95,5	96,6	98,6
1993-94	Annuel	88,2	62,2	68,9	90,0	70,9	96,0	96,6	98,3
	93 2 ^e trim.	94,2	74,4	83,9	91,8	83,8	96,9	97,6	98,8
	93 3 ^e trim.	82,8	48,3	56,0	88,0	66,0	95,8	95,8	98,3
	93 4 ^e trim.	86,8	66,3	71,1	88,1	67,0	96,0	96,2	97,8
	94 1 ^{er} trim.	91,7	63,6	80,5	93,7	75,3	95,3	96,7	98,2
1994-95	Annuel	88,9	73,6	72,5	89,6	72,3	95,0	96,1	98,4
	94 2 ^e trim.	96,0	92,1	92,8	92,4	90,9	96,0	97,7	98,1
	94 3 ^e trim.	85,0	55,8	59,2	85,9	68,5	94,8	95,7	98,9
	94 4 ^e trim.	86,2	74,3	71,8	90,5	66,8	94,8	95,2	98,6
	95 1 ^{er} trim.	91,5	75,6	79,3	88,4	75,2	95,1	96,1	98,0
1995-96	Annuel	90,0	74,1	75,6	91,8	76,1	95,2	96,0	98,4
	95 2 ^e trim.	93,6	81,6	82,7	88,7	83,6	95,0	97,1	98,3
	95 3 ^e trim.	85,9	54,9	61,9	91,2	69,6	94,5	96,1	98,8
	95 4 ^e trim.	89,1	79,5	79,3	92,6	73,8	95,3	95,3	98,1
	96 1 ^{er} trim.	93,5	81,6	84,5	93,2	81,9	96,1	95,8	98,1
1996-97	Annuel	93,4	86,5	87,5	94,8	84,9	95,9	96,6	98,6
	96 2 ^e trim.	94,8	87,5	84,7	94,0	87,6	96,8	96,9	98,4
	96 3 ^e trim.	90,9	82,0	80,5	92,4	75,6	93,9	95,6	98,8
	96 4 ^e trim.	92,9	87,4	90,4	95,7	85,5	96,4	96,9	98,5
	97 1 ^{er} trim.	95,7	89,2	92,3	95,3	89,3	95,9	97,1	98,7
1997-98	Annuel	95,6	89,9	91,5	95,8	93,3	96,2	97,3	97,9
	97 2 ^e trim.	96,1	90,6	91,7	95,3	91,3	96,8	97,5	97,1
	97 3 ^e trim.	95,1	91,1	88,8	95,3	90,7	95,6	97,2	98,9
	97 4 ^e trim.	95,5	89,8	92,6	96,0	94,5	96,7	96,8	97,9
	98 1 ^{er} trim.	95,9	88,1	91,7	96,2	93,7	95,1	98,1	97,6
1998-99	Annuel	95,1	83,6	92,0	95,7	94,1	96,1	96,4	98,0
	98 2 ^e trim.	96,0	89,8	94,4	96,5	93,7	95,6	95,7	97,9
	98 3 ^e trim.	94,2	80,7	87,6	96,0	95,0	95,4	96,0	98,0
	98 4 ^e trim.	95,7	89,7	93,5	96,1	94,3	96,6	97,2	98,1
	99 1 ^{er} trim.	94,5	71,4	92,8	94,3	92,8	96,2	96,4	97,8

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Note : Veuillez noter que les définitions utilisées dans ce tableau diffèrent de celles utilisées dans le rapport de 1998. Il est donc possible que les chiffres portant sur la période allant de 1992 à 1998 ne correspondent pas à ceux du rapport de 1998.

4.2

Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales (suite)

		Total	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	C.-B.	C.-B.	Ontario
		(%)	Hamilton-Mountain (%)	Saint-Boniface (%)	Prince Albert (%)	Calgary (%)	Kelowna (%)	Surrey (%)	Yellowknife (%)
1992-93	Annuel	89,2	96,8	97,3	96,6	97,5	95,9	95,2	97,5
	92 2 ^e trim.	93,8	96,5	96,3	95,3	98,0	95,4	96,5	98,2
	92 3 ^e trim.	85,8	98,0	98,6	97,2	98,2	96,7	94,6	99,2
	92 4 ^e trim.	87,9	96,1	97,0	96,9	96,7	95,8	94,4	95,9
	93 1 ^{er} trim.	92,1	96,5	96,8	96,5	97,5	95,9	96,1	96,5
1993-94	Annuel	88,2	96,8	96,5	96,3	97,4	94,9	92,6	97,4
	93 2 ^e trim.	94,2	97,0	96,3	96,8	97,7	96,1	96,4	99,6
	93 3 ^e trim.	82,8	97,4	97,6	96,4	97,5	95,6	91,9	95,2
	93 4 ^e trim.	86,8	96,4	95,9	96,3	97,6	93,5	89,2	97,6
	94 1 ^{er} trim.	91,7	96,4	96,0	95,7	96,7	95,5	95,4	97,5
1994-95	Annuel	88,9	96,6	97,2	96,2	97,3	94,2	91,2	96,4
	94 2 ^e trim.	96,0	97,0	98,0	97,6	97,4	96,7	97,4	98,0
	94 3 ^e trim.	85,0	97,4	96,6	97,1	97,3	94,0	91,6	98,2
	94 4 ^e trim.	86,2	96,9	97,2	95,0	97,3	93,5	85,3	94,9
	95 1 ^{er} trim.	91,5	95,2	97,1	96,2	97,3	93,5	95,9	95,1
1995-96	Annuel	90,0	95,3	97,1	96,9	97,2	95,9	91,9	95,8
	95 2 ^e trim.	93,6	97,4	97,0	97,1	97,1	96,3	96,8	96,8
	95 3 ^e trim.	85,9	96,2	98,0	96,8	97,1	95,7	90,2	95,8
	95 4 ^e trim.	89,1	94,0	95,9	97,0	97,1	95,5	88,3	95,0
	96 1 ^{er} trim.	93,5	94,4	97,6	96,8	97,5	96,7	96,7	96,4
1996-97	Annuel	93,4	97,8	97,0	97,4	97,3	96,4	93,1	96,6
	96 2 ^e trim.	94,8	97,4	97,5	98,2	97,1	95,9	96,7	98,3
	96 3 ^e trim.	90,9	98,3	96,9	95,1	97,6	95,8	93,3	96,0
	96 4 ^e trim.	92,9	97,4	97,0	98,0	97,1	96,5	89,5	94,8
	97 1 ^{er} trim.	95,7	98,0	96,6	97,1	97,8	97,4	97,0	97,3
1997-98	Annuel	95,6	97,6	98,1	98,0	98,1	96,4	97,7	98,1
	97 2 ^e trim.	96,1	97,2	98,0	98,5	98,6	97,0	97,4	99,2
	97 3 ^e trim.	95,1	98,0	98,2	97,3	98,4	96,1	97,8	97,6
	97 4 ^e trim.	95,5	97,7	97,9	97,9	97,5	96,4	97,7	97,9
	98 1 ^{er} trim.	95,9	97,3	98,6	98,5	98,2	96,1	97,8	97,7
1998-99	Annuel	95,1	97,6	97,2	98,1	98,3	96,6	97,3	98,3
	98 2 ^e trim.	96,0	96,0	97,4	98,1	98,4	96,5	97,4	98,5
	98 3 ^e trim.	94,2	97,9	96,7	98,0	97,8	96,4	97,6	98,6
	98 4 ^e trim.	95,7	98,5	97,7	98,1	98,4	96,6	97,2	97,5
	99 1 ^{er} trim.	94,5	97,6	97,1	98,2	98,5	96,8	97,1	98,6

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Note : Veuillez noter que les définitions utilisées dans ce tableau diffèrent de celles utilisées dans le rapport de 1998. Il est donc possible que les chiffres portant sur la période allant de 1992 à 1998 ne correspondent pas à ceux du rapport de 1998.

Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec		Ontario
			Clareville		Truro	Miramichi	Repentigny	Montréal C-E	Toronto Centre
		(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
1992-93	Annuel	2,9	5,7	5,1	3,1	4,6	2,4	1,6	0,8
	92 2 ^e trim.	2,0	3,7	3,6	3,3	4,1	1,9	1,6	1,0
	92 3 ^e trim.	3,6	8,9	6,8	3,9	5,4	2,4	1,3	0,7
	92 4 ^e trim.	3,4	5,4	4,6	2,6	4,8	2,9	2,1	0,7
	93 1 ^{er} trim.	2,1	3,9	3,6	3,1	3,6	2,1	1,4	0,9
1993-94	Annuel	2,9	6,2	5,4	3,7	4,8	2,0	1,6	0,9
	93 2 ^e trim.	2,0	4,6	4,6	3,5	2,9	1,5	1,3	0,8
	93 3 ^e trim.	3,7	6,0	6,8	4,1	7,3	2,5	1,8	0,7
	93 4 ^e trim.	3,3	7,2	5,2	3,8	4,8	1,9	1,9	1,3
	94 1 ^{er} trim.	2,2	5,5	3,5	3,3	3,8	2,0	1,4	0,8
1994-95	Annuel	3,1	5,6	5,7	3,4	5,2	2,6	1,6	0,7
	94 2 ^e trim.	1,7	2,3	2,7	2,1	2,8	1,8	1,4	0,7
	94 3 ^e trim.	3,8	5,9	7,5	5,0	5,1	2,9	1,4	0,4
	94 4 ^e trim.	3,7	7,2	6,1	3,0	6,7	3,0	1,8	0,8
	95 1 ^{er} trim.	2,5	4,8	4,1	4,0	3,5	2,0	1,8	1,1
1995-96	Annuel	2,8	4,7	5,7	3,1	4,8	2,2	1,6	0,8
	95 2 ^e trim.	2,1	4,6	3,9	3,5	2,3	2,2	1,2	0,8
	95 3 ^e trim.	3,4	5,3	7,4	5,2	7,5	2,6	1,4	0,2
	95 4 ^e trim.	3,2	4,9	6,0	2,7	5,0	2,2	2,2	1,4
	96 1 ^{er} trim.	1,9	3,4	3,1	1,6	3,6	1,7	1,3	1,1
1996-97	Annuel	4,3	12,9	10,3	2,2	6,0	2,2	1,4	0,6
	96 2 ^e trim.	2,1	2,9	4,0	2,1	2,6	1,5	1,3	0,5
	96 3 ^e trim.	6,7	24,5	16,6	4,4	6,5	3,3	1,4	0,6
	96 4 ^e trim.	5,2	12,7	10,5	1,9	8,0	2,3	1,5	0,6
	97 1 ^{er} trim.	2,0	6,1	4,4	1,3	2,8	1,6	1,2	0,9
1997-98	Annuel	1,9	4,4	3,0	1,9	2,9	1,6	1,5	0,6
	97 2 ^e trim.	1,8	3,8	3,4	1,4	3,6	1,8	1,4	0,8
	97 3 ^e trim.	2,3	4,5	5,1	1,7	3,1	1,8	1,5	0,3
	97 4 ^e trim.	1,8	4,7	2,2	2,5	3,0	1,4	1,4	0,5
	98 1 ^{er} trim.	1,5	3,8	2,7	1,3	1,9	1,5	1,5	1,1
1998-99	Annuel	1,9	4,1	2,9	1,9	2,3	1,7	1,4	0,9
	98 2 ^e trim.	1,7	3,1	3,1	2,0	2,1	1,9	2,0	0,5
	98 3 ^e trim.	2,4	6,5	4,1	3,1	2,4	2,2	1,4	0,9
	98 4 ^e trim.	1,8	3,5	2,4	1,5	2,2	1,5	1,2	1,6
	99 1 ^{er} trim.	1,6	3,5	2,4	1,5	2,9	1,2	0,9	0,8

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Note : Veuillez noter que les définitions utilisées dans ce tableau diffèrent de celles utilisées dans le rapport de 1998. Il est donc possible que les chiffres portant sur la période allant de 1992 à 1998 ne correspondent pas à ceux du rapport de 1998.

4.3

		Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales (suite)							
		Total	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	C.-B.	C.-B.	T.N.-O.
			Hamilton-Mountain	Saint-Boniface	Prince Albert	Calgary	Kelowna	Surrey	Yellowknife
		(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
1992-93	Annuel	2,9	1,3	1,1	1,6	1,3	2,0	3,9	1,8
	92 2 ^e trim.	2,0	1,3	1,3	1,5	1,2	2,2	1,5	1,2
	92 3 ^e trim.	3,6	0,7	1,0	1,6	1,2	1,7	4,9	1,5
	92 4 ^e trim.	3,4	1,7	0,8	1,8	1,4	2,3	6,0	1,7
	93 1 ^{er} trim.	2,1	1,5	1,6	1,4	1,3	1,5	1,5	3,2
1993-94	Annuel	2,9	1,4	1,4	1,7	1,0	1,9	3,3	1,7
	93 2 ^e trim.	2,0	1,4	1,9	2,1	1,1	1,3	1,5	1,1
	93 3 ^e trim.	3,7	1,3	0,8	1,5	1,0	2,4	4,0	1,0
	93 4 ^e trim.	3,3	1,3	1,0	2,0	1,0	2,0	4,6	2,4
	94 1 ^{er} trim.	2,2	1,6	2,0	1,1	1,1	1,7	2,0	2,1
1994-95	Annuel	3,1	2,9	1,4	1,7	1,6	1,8	2,6	1,8
	94 2 ^e trim.	1,7	1,1	1,5	0,7	1,9	1,4	1,4	0,8
	94 3 ^e trim.	3,8	3,0	1,6	1,7	1,3	1,5	4,2	1,8
	94 4 ^e trim.	3,7	3,1	1,4	2,1	1,6	2,0	2,7	2,8
	95 1 ^{er} trim.	2,5	4,2	1,2	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2
1995-96	Annuel	2,8	2,4	2,0	1,6	1,8	1,7	1,9	1,1
	95 2 ^e trim.	2,1	2,2	0,7	2,3	1,7	1,4	1,4	0,7
	95 3 ^e trim.	3,4	2,1	2,4	1,5	1,1	1,3	2,5	0,3
	95 4 ^e trim.	3,2	2,4	3,4	1,5	2,3	2,2	2,1	1,7
	96 1 ^{er} trim.	1,9	3,0	0,7	1,1	2,1	1,3	1,2	1,2
1996-97	Annuel	4,3	1,9	1,2	1,4	1,7	2,0	3,7	1,8
	96 2 ^e trim.	2,1	1,8	1,2	0,6	2,3	1,6	2,9	1,4
	96 3 ^e trim.	6,7	2,0	0,6	1,7	1,7	2,8	4,7	0,4
	96 4 ^e trim.	5,2	2,3	2,1	2,1	1,4	2,2	4,5	2,3
	97 1 ^{er} trim.	2,0	1,2	0,7	1,1	1,3	1,5	1,8	3,1
1997-98	Annuel	1,9	1,3	1,0	1,0	0,9	1,5	1,2	1,3
	97 2 ^e trim.	1,8	1,4	1,1	0,5	1,0	1,2	1,7	1,2
	97 3 ^e trim.	2,3	1,2	1,4	1,6	0,7	1,0	1,4	2,4
	97 4 ^e trim.	1,8	1,3	1,0	0,6	0,8	1,7	1,2	1,3
	98 1 ^{er} trim.	1,5	1,3	0,4	1,6	1,2	1,6	0,8	0,4
1998-99	Annuel	1,9	1,4	1,8	1,0	1,0	1,2	1,5	1,2
	98 2 ^e trim.	1,7	1,8	1,5	1,5	0,9	1,2	0,9	1,1
	98 3 ^e trim.	2,4	1,9	1,6	0,9	0,8	1,2	1,6	0,7
	98 4 ^e trim.	1,8	1,1	1,4	1,0	0,8	1,3	1,8	2,2
	99 1 ^{er} trim.	1,6	0,9	3,2	0,7	1,4	1,1	1,4	0,5

Source : Données administratives de l'assurance-emploi.

Note : Veuillez noter que les définitions utilisées dans ce tableau diffèrent de celles utilisées dans le rapport de 1998. Il est donc possible que les chiffres portant sur la période allant de 1992 à 1998 ne correspondent pas à ceux du rapport de 1998.

ANNEXE 5

Administration du régime

5.1 Remboursement de cotisations

**5.2 Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs et
Programme fédéral pour l'embauche de jeunes travailleurs**

Remboursement de cotisations

	Personnes remboursées		Montants remboursés	
	1997	% de 1997 Total	1997	% de 1997 Total
Secteur d'activité				
Secteurs non classés	18 300	2,6	552 438	2,8
Agriculture et secteurs connexes	18 720	2,7	527 788	2,6
Pêche et piégeage (sauf T4F)	970	0,1	39 539	0,2
Exploitation forestière et foresterie	4 260	0,6	130 603	0,7
Exploitation minière et puits de pétrole	2 570	0,4	71 332	0,4
Fabrication	68 020	9,8	1 945 578	9,7
Construction	28 580	4,1	862 665	4,3
Transport et entreposage	15 420	2,2	434 130	2,2
Communication et autres services	14 710	2,1	361 126	1,8
Commerce de gros	26 750	3,9	820 587	4,1
Commerce de détail	119 070	17,2	3 548 934	17,7
Finances et assurances	9 760	1,4	303 930	1,5
Agent immobilier et agent d'assurance	8 830	1,3	256 550	1,3
Services commerciaux	56 510	8,1	1 518 942	7,6
Services gouvernementaux	29 230	4,2	813 074	4,1
Éducation	59 630	8,6	1 503 050	7,5
Santé et services sociaux	46 180	6,7	1 296 052	6,5
Hébergement et restauration	94 490	13,6	2 916 874	14,6
Autres services	71 950	10,4	2 125 826	10,6
Sexe				
Hommes	282 570	40,7	8 249 555	41,2
Femmes	411 380	59,3	11 779 463	58,8
Âge				
Moins de 25 ans	288 540	41,6	8 880 289	44,3
25 à 44	258 600	37,3	7 250 965	36,2
45 à 54	75 390	10,9	2 036 578	10,2
55 et plus	71 420	10,3	1 861 186	9,3
Total national	693 950	100,0	20 029 018	100,0

Source : T4 supplémentaire.

Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs et Programme fédéral pour l'embauche de jeunes travailleurs

Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs

Ce programme offrait, pendant deux ans, une aide provisoire aux petites entreprises qui subissaient une hausse de leurs cotisations patronales d'assurance-emploi. Les entreprises admissibles étaient celles qui avaient embauché de nouveaux salariés et celles dont les salariés à temps partiel avaient payé des cotisations d'assurance-emploi pour la première fois, à cause de la nouvelle règle de l'assujettissement dès le premier dollar de rémunération gagné. Dans le cadre du programme, les petites entreprises avaient droit à un allègement de leurs cotisations d'assurance-emploi en 1997 et en 1998. Celles dont les cotisations patronales versées étaient d'au plus 60 000 dollars en 1996 étaient admissibles à un allègement maximal de 10 000 dollars par année. Selon les taux de salaires et la proportion de salariés à temps partiel, les entreprises qui comptaient au plus 100 salariés pouvaient avoir droit à un remboursement de leurs cotisations.

Les entreprises pouvaient toucher un remboursement correspondant à 100 pour cent, en 1997, et à 25 pour cent, en 1998, de toute hausse de cotisations qui dépassait de 250 dollars les cotisations versées en 1996. Dans le cas des entreprises qui avaient versé entre 50 000 dollars et 60 000 dollars en 1996, le remboursement maximal était réduit progressivement d'un dollar par dollar de cotisations (p. ex., une entreprise qui avait versé 52 000 dollars de cotisations en 1996 ne pouvait toucher un remboursement annuel supérieur à 8 000 dollars).

Programme fédéral pour l'embauche de jeunes travailleurs

En 1999, un nouveau programme appelé Programme fédéral pour l'embauche de jeunes travailleurs a été mis en œuvre. Selon ce nouveau programme, les employeurs qui embauchent des jeunes de 18 à 24 ans en 1999 et 2000 ont droit à un allègement de leurs cotisations patronales d'assurance-emploi. Tous les employeurs, non seulement les petites entreprises, qui donnent plus d'emplois aux jeunes de 18 à 24 ans, soit en créant des emplois ou en faisant travailler davantage leurs jeunes travailleurs, sont maintenant admissibles à un allègement de leurs cotisations. En vertu du programme, le montant total des cotisations versées par un employeur pour ses jeunes travailleurs en 1999 et en 2000 ne dépassera pas le montant versé en 1998. Lorsque les cotisations versées dépasseront ce montant de base, l'employeur obtiendra un allègement. Le montant de l'allègement sera établi en fonction de la hausse de la rémunération assurable du groupe cible, par rapport à l'année de référence 1998, multipliée par le taux de cotisation patronale. L'allègement n'est pas plafonné.

Il est prévu que les remboursements versés dans le cadre de ce programme se chiffreront à 100 millions de dollars par année, mais encore une fois, le montant exact sera fonction du nombre de jeunes que les entreprises embaucheront réellement et de la rémunération qu'elles leur verseront. D'après l'expérience acquise dans le cadre du Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs, il a été décidé d'adopter une attitude proactive pour faire en sorte que tous les employeurs admissibles reçoivent rapidement les remboursements auxquels ils ont droit, plutôt que d'attendre leurs demandes.

Tous les employeurs peuvent participer à ce programme. Ils trouveront auprès de tous les bureaux de services fiscaux et centres fiscaux des renseignements sur le programme et sur ce qu'ils doivent faire pour participer au programme. Des copies du *Guide de l'employeur – Retenues à la source – Renseignements de base* sont distribuées dans les bureaux de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Le guide se trouve également sur Internet, à l'adresse <http://www.rc.gc.ca> (publications fréquemment demandées).